



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13

Date de convocation :

14/01/2026

Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date d'affichage :

14/01/2026

Nombre de membres présents : 12

Nombre de votants : 11

Nombre de suffrages exprimés : 11

Délibération n° 20260120-001

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.

Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.

M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.

M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.

M. Jean-Luc BOCH, titulaire.

M. Pierre OUGIER, titulaire.

M. Romain ROCHET, titulaire.

M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.

M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

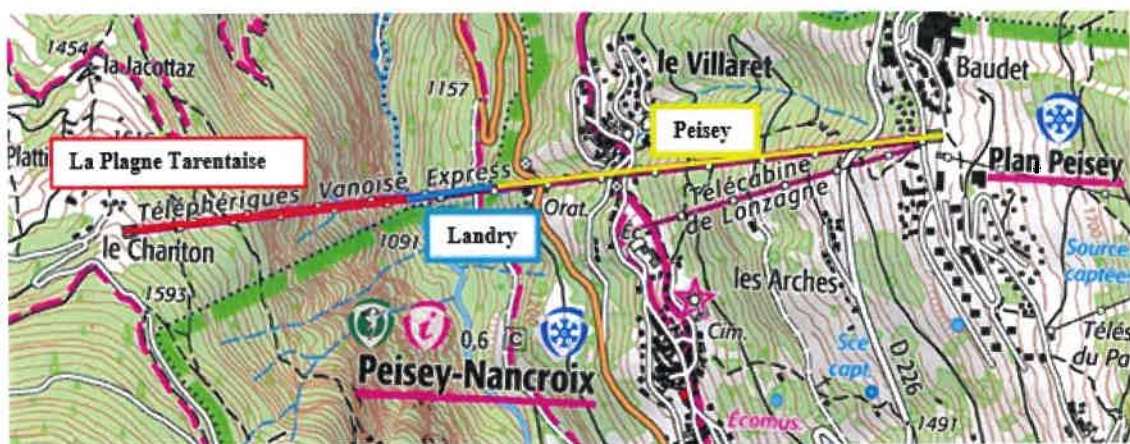
OBJET : convention d'occupation du domaine public entre le SIGP et le SIVOM de Landry-Peisey pour la gare G1 des téléphériques du Vanoise express.

M. le Président :

Expose :

- o Que la liaison entre le domaine skiable des Arcs et celui de La Plagne est assurée par le « TPH Vanoise Express » : téléphériques double monovoie avec une gare motrice G1 implantée sur des portions des parcelles cadastrées Peisey-Nancroix section ZC n°0013-0111-0293 propriétés de la commune de Peisey-Nancroix et transférées, lors de sa création, au SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ; autorité organisatrice des remontées mécaniques pour les communes de Peisey-Nancroix et de Landry.

La gare retour G2 est implantée sur un terrain cadastré n° OI 1330 et OI 1332, propriétés du SIGP, sur la commune de La Plagne Tarentaise.



Tracé du Téléphérique Vanoise Express

- o Que sur le plan contractuel,
 - Le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX et le SIGP ont conclu, en leur qualité d'autorités organisatrices des remontées mécaniques au sens de l'article L. 342-9 du Code de Tourisme, une **convention de mise à disposition de service et de moyens pour l'exploitation du TPH Vanoise Express en date du 08 janvier 2001**.
 - Aux termes de cette Convention, le SIGP est l'unique autorité organisatrice du service de la liaison téléportée entre les deux massifs.
 - **L'expiration de cette convention est fixée à la date du 10 juin 2027.**

Considérant que la convention signée le 8 janvier 2001 relative à l'exploitation du téléphérique Vanoise Express arrive prochainement à son terme, cette échéance conduit, d'une part, les parties à engager des échanges en vue de la conclusion d'une nouvelle convention à compter du 11 juin 2027, et, d'autre part, le SIVOM de Landry – Peisey-Nancroix à renoncer à la qualité d'autorité organisatrice des remontées mécaniques au sens de l'article L. 342-9 du Code du tourisme pour l'exploitation du Vanoise Express ;

Considérant que le SIVOM de Landry – Peisey-Nancroix souhaite percevoir une redevance sur le fondement de l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, il accorde, à ce titre, – au Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (SIGP), et, par voie de conséquence, à l'exploitant délégataire du domaine skiable de la Grande Plagne, un droit d'occupation des biens fonciers supports du téléphérique Vanoise Express, sur le fondement de l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Précise les principales caractéristiques :

- Il s'agit d'une convention d'occupation précaire et révocable d'une durée de **25 années, à partir du 11 juin 2027 ;**
- Qui ne peut se prolonger par tacite reconduction ;

- Que toute cession, partielle ou totale, du droit réel d'occupation est interdite, sauf accord préalable écrit et exprès du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX et avenant à la convention ;
- Que la redevance d'occupation qui couvrira la période allant du 11 juin de l'année civile « N » au 10 juin de l'année civile « N+1 », sera appelée annuellement par le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX, et versée par le SIGP, le 1^{er} septembre année N.
- Que cette redevance sera de **60 000 € HT/an**,
- Que cette redevance sera révisable en fonction de l'augmentation effective du forfait 6 jours Paradiski HIVER année N-1/année N.

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1311-5 à L1311-8
- Code du Tourisme et notamment son article L342-9
- Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L2122-1 à L2122-20, L2125-1 à L2125-4
- La délibération du Conseil Syndical du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX n° du 2025-46 du 09 décembre 2025

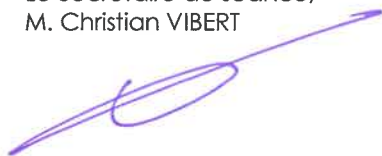
Propose que soient acceptés les termes de la convention.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Approuve les termes de la convention annexée à la présente délibération ;**
- **Accepte la durée fixée à 25 années, à partir du 11 juin 2027, avec une redevance annuelle (valeur juin 2027) de 60 000€ HT.**
- **Prend acte que la redevance sera révisable annuellement sur la base de l'augmentation effective du forfait 6 jours hiver Paradiski (dernière augmentation connue au 1^{er} septembre soit année N-1/année N).**
- **Autorise le Président, ou toute personne ayant reçu délégation régulière de sa part, à signer ladite convention ainsi que toutes pièces utiles à sa mise en œuvre.**
- **Charge le Président de publier la présente délibération et de la notifier au SIVOM LANDRY PEISEY-NANCROIX.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1356 Route d'Ande - Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTAISE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).

Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (S.I.G.P.)



**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DE BIENS -
SUPPORTS DU TPH VANOISE EXPRESS - ET APPARTENANT AU DOMAINE PUBLIC DU SIVOM
DE LANDRY PEISEY-NANCROIX**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat Intercommunal de LANDRY PEISEY-NANCROIX, domicilié Mairie - 22 place de la Mairie - 73210 Landry, dûment représenté par Monsieur Thierry MARCHAND-MAILLET, autorisé(e) à signer la présente Convention d'occupation par délibération n°xxx du xxx ci annexée (**ANNEXE 2**)

ci-après dénommé « le **SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX** » ou « **le Propriétaire** »

D'UNE PREMIERE PART,

ET

Le Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne, domicilié 1355 route d'Aime Les Provagnes - Mâcot - 73 210 La Plagne Tarentaise, dûment représenté par Monsieur Jean-Luc BOCH, autorisé(e) à signer la présente Convention d'occupation par délibération n°xxx du xxx ci annexée (**ANNEXE 3**)

ci-après dénommée « le **SIGP** » ou « **L'Occupant** ».

D'UNE SECONDE ET DERNIERE PART.

L'ensemble des soussignées étant ci-après dénommé collectivement « **les Parties** » ou « **Les Syndicats** ».

EN PRESENCE DE :

en tant qu'elle était propriétaire de ces terrains qu'elle a transférés au Syndicat Intercommunal de LANDRY PEISEY-NANCROIX par délibération du conseil municipal du 10 janvier 1984 (arrêté préfectoral du 14 mai 1984, statuts du Syndicat Intercommunal de LANDRY PEISEY-NANCROIX – arrêté préfectoral 2024/402/SPA du 18 septembre 2024 ci annexé **ANNEXE 5**)

La Commune de PEISEY-NANCROIX, domicilié rue de l'Ecole des Mines - 73210 PEISEY-NANCROIX, dûment représenté par Monsieur Guillaume VILLIBORD, autorisé(e) à signer la présente Convention d'occupation par délibération n°xxx du xxx ci annexée (**ANNEXE 4**)

ci-après dénommée « la **Commune de PEISEY-NANCROIX** » ,

SOMMAIRE

PREAMBULE

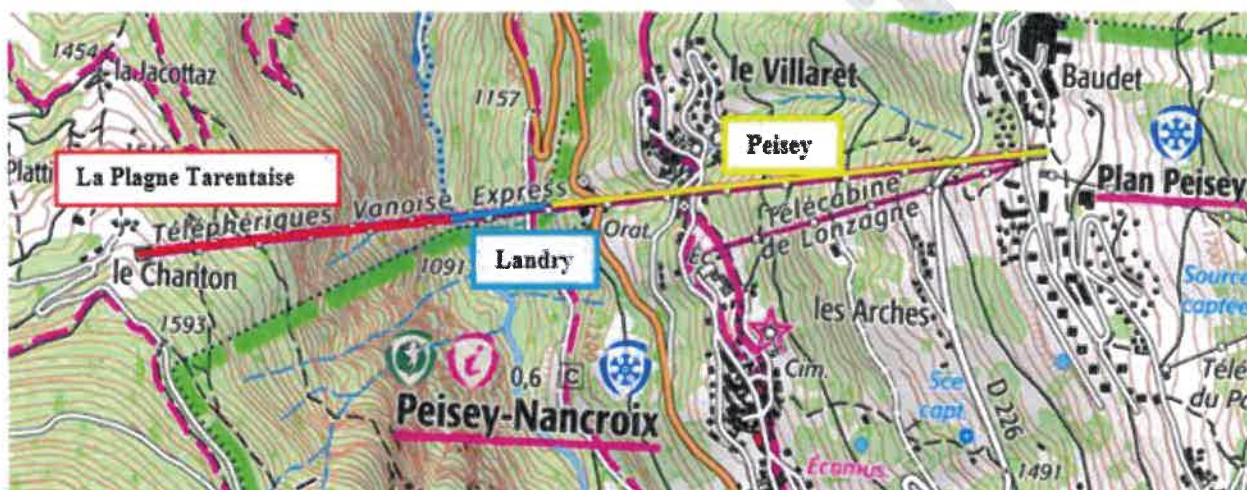
ARTICLE 1. OBJET ET DESIGNATION DES BIENS [EMPRISES] MIS A DISPOSITION.....	6
ARTICLE 2. DURÉE	7
ARTICLE 3. DESTINATION DES BIENS MIS À DISPOSITION	7
ARTICLE 4. PRISE DE POSSESSION DES BIENS MIS A DISPOSITION - ENTRÉE EN JOUISSANCE	7
ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU SIGP	8
ARTICLE 6. DROITS ET OBLIGATIONS DU SIVOM DE LANDRY PEISEY-NANCROIX.....	8
ARTICLE 7. CESSION	9
ARTICLE 8. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	9
ARTICLE 9. RESPONSABILITÉS ET RECOURS.....	10
ARTICLE 10. ASSURANCES	10
ARTICLE 11. RESILIATION DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 12. MODIFICATION DU CONTRAT	12
ARTICLE 13. ACTIONS EN JUSTICE	12
ARTICLE 14. ÉLECTION DE DOMICILE	12
ARTICLE 15. PORTEE DE LA CONVENTION	12
ARTICLE 16. PIÈCES ANNEXÉES	13

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1 -

La liaison entre le domaine skiable des Arcs et celui de La Plagne est assurée par le téléphérique « TPH Vanoise Express », téléphérique double monovoie avec une gare motrice G1 implantée sur des portions des parcelles cadastrées Peisey-Nancroix section ZC n°0013-0111-0293 propriétés de la Commune de Peisey-Nancroix et transférées lors de sa création au SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ; autorité organisatrice des remontées mécaniques pour les communes de Peisey-Nancroix et Landry. Une gare retour G2 est implantée sur un terrain cadastré n°OI 1330 et OI 1332 sur la commune de La Plagne Tarentaise.

Cf ANNEXE 1



Tracé du Téléphérique Vanoise Express

Depuis 2008, le délégataire de service public du domaine skiable de la Plagne assure l'exploitation et la maintenance du TPH Vanoise Express.

2 - Sur le plan contractuel, le SIGP et le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ont conclu, en leur qualité d'autorité organisatrice des remontées mécaniques au sens de l'article L. 342-9 du Code de Tourisme, une Convention de mise à disposition de service et de moyens pour l'exploitation du TPH Vanoise Express, et ce, à la date du 8 janvier 2001.

Cette Convention a été conclue sur le fondement de l'article L. 5111-1 du Code général des collectivités territoriales dans sa rédaction alors en vigueur :

« Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur. Les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles des Conventions par lesquelles l'une d'elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre collectivité ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences. »

Aux termes de la Convention, le SIGP est l'unique autorité organisatrice du service de la liaison téléportée entre les deux massifs.

En pratique,

- L'étude et la réalisation de la liaison téléportée ont été assurées par la Société d'Aménagement de la Station de la Plagne (ci-après, SAP) dans le cadre de la Convention de concession conclue entre la SAP et le SIGP à la date du 15 décembre 1987 et de son avenant n°2 signé le 16 février 1999 et son avenant n°3 signé le 18 juillet 2000, ledit ensemble contractuel arrivant à échéance à la date du 10 juin 2027.
- Le SIGP est le responsable du bon fonctionnement du service et de la conformité des installations y compris celles implantées sur le territoire des Communes ou groupement de Communes non-membres du SIGP.

En contrepartie de quoi, le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX s'est engagé à mettre à disposition à titre gratuit des moyens, droits (de passage notamment), biens pour permettre l'exploitation du service du téléporté.

Le suivi de cette Convention, dont l'échéance est également fixée à la date du 10 juin 2027, est assuré par un comité de suivi constitué de représentants du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX, du SIGP et a été élargi aux représentants des Communes de Bourg Saint Maurice et de Villaroger.

A l'expiration de la Convention fixée à la date du 10 juin 2027, l'article 6 dudit contrat prévoit expressément que « (...) *les installations de la liaison et les bâtiments de la gare de Peisey-Nancroix et de Montchavin-Les Coches seront repris par le SIGP, concédant (...)* ».

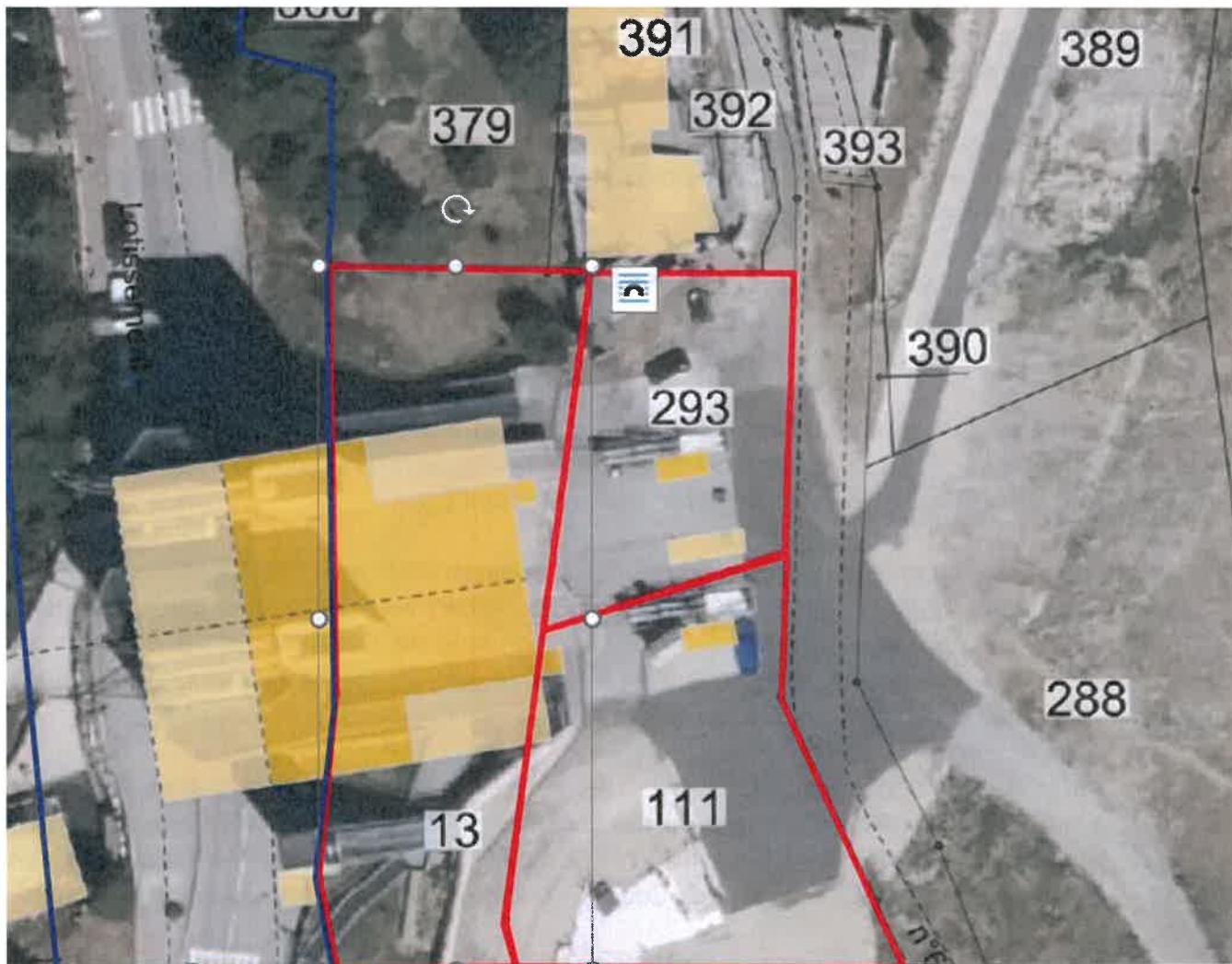
3 - Le très prochain terme de la Convention signée le 8 janvier 2001 pour l'exploitation du Vanoise Express a conduit, d'une part, le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX à renoncer au statut d'autorité organisatrice des remontées mécaniques au sens de l'article L. 342-9 du Code du tourisme pour l'exploitation du Vanoise Express et, d'autre part, les Parties à conclure une nouvelle Convention pour permettre à compter du 11 juin 2027 :

- Au SIGP, et partant, à son exploitant – délégataire - du domaine de la Grande Plagne, de **bénéficiaire d'un droit d'occupation des tenements - supports du TPH Vanoise Express** et propriété du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX, et ce, sur le fondement des dispositions de l'article L. 2122-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- Au SIVOM de LANDRY – PEISEY-NANCROIX de **bénéficiaire du versement d'une redevance** tenant compte des avantages retirés par le SIGP, et partant, son exploitant du domaine de la Grande Plagne, du fait de cette occupation, et ce, sur le fondement de l'article L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. OBJET ET DESIGNATION DES BIENS [EMPRISES] MIS A DISPOSITION

1.1. La présente Convention a pour objet de définir, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, les modalités de mise à disposition par le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ainsi que les modalités d'occupation par le SIGP et son exploitant du domaine de La Grande Plagne les ténements suivants – supports du TPH Vanoise Express:



Un plan de situation des biens mis à disposition est annexé à la présente Convention (**ANNEXE n°1**).

1.2. La présente Convention est constitutive de droits réels au sens des articles L. 2122-20 du Code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 1311-5 à L. 1311-8 du Code général des collectivités territoriales.

Les dispositions régissant le statut des baux commerciaux issues des articles L.145-1 et suivants et R.145-1 et suivants du Code de commerce, ne trouvent pas à s'appliquer à la présente Convention.

ARTICLE 2. DURÉE

La présente Convention est consentie et acceptée pour une durée de **25 années**, commençant à courir **du 11 juin 2027**.

La Convention d'occupation est conférée à titre précaire et révocable. Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction entre les Parties et le SIGP ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un droit au maintien dans les locaux ou au renouvellement de ladite autorisation.

ARTICLE 3. DESTINATION DES BIENS MIS À DISPOSITION

3.1. Le SIGP déclare que l'exploitant du domaine de la Grande Plagne affectera les biens - objets de la présente Convention - au service public des remontées mécaniques et à l'exploitation des domaines skiables en leur qualité de support d'équipements de remontées mécaniques (gares et pylônes) toutes saisons.

3.2. La destination des biens ci-dessus définie est stipulée à l'exclusion de toute autre et sans que le SIGP puisse, soit changer cette affectation par substitution ou addition d'activités, soit exiger aucune exclusivité sauf accord exprès du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX.

Les droits liés à l'activité ne valent que sur le seul périmètre des biens - objets de la présente Convention à l'exclusion de toute autre surface située sur le domaine skiable.

Le SIGP ou son Délégué exploitant ne devra rien faire qui puisse remettre en cause la nature de la présente Convention d'occupation laquelle est consentie au regard de la destination des lieux. Toute infraction pourra entraîner la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 4. PRISE DE POSSESSION DES BIENS MIS A DISPOSITION - ENTRÉE EN JOUISSANCE

4.1. Le SIGP déclare :

- Connaître parfaitement les biens loués pour les avoir vus et visités,
- Et que les biens mis à disposition sont conformes à la destination précisée à l'**article 3**.

4.2. Le SIGP s'engage à prendre et occuper les terrains loués (tènements) en l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX aucun travail de finition, de remise en état ou de réparations pendant la durée de la Convention.

Le SIGP et le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX en présence des délégataires établissent un procès-verbal d'état des lieux au plus tard dans le mois précédent l'entrée en jouissance des biens ; lequel sera annexé à la présente Convention.

ARTICLE 5. OBLIGATIONS DU SIGP

De manière générale, le SIGP fait son affaire personnelle de la conformité permanente des biens mis à disposition avec les lois, règlements ou prescriptions administratives en vigueur ou à venir.

Précisément, le SIGP :

- Fait son affaire (directement ou par l'intermédiaire de son Délégué) de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à l'exploitation des biens mis à sa disposition ;
- Est libre, dans les limites des droits qu'il détient en application de la présente Convention, de mettre les biens dont il est occupant à la disposition du Délégué de son domaine skiable et à autoriser ce dernier à les sous-occuper toutes saisons;
- S'engage à effectuer lui-même ou par l'intermédiaire du Délégué de son domaine skiable, tous les aménagements et travaux modificatifs requis par une réglementation quelconque, présente ou à venir, ou requis par les nécessités de l'exploitation desdits biens conformément à leur affectation ; il demande au préalable l'autorisation au SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX - propriétaire - lorsque ne sont pas en cause des travaux obligatoires pour des raisons réglementaires ou de sécurité ;
- S'engage à assurer lui-même ou par l'intermédiaire de son Délégué de domaine skiable l'entretien régulier et la sécurisation des biens mis à disposition ainsi que des équipements édifiés sur ces derniers de sorte que le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ne puisse jamais voir sa responsabilité engagée de ce fait ;
- S'engage à ne pas prendre de mesures ou réaliser des aménagements de nature à préjudicier à l'affectation et à l'usage des biens mis à sa disposition.

ARTICLE 6. DROITS ET OBLIGATIONS DU SIVOM DE LANDRY PEISEY-NANCROIX

Le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX s'engage à mettre à la disposition du SIGP : les parcelles ZC 0013-0111-0293

cf ANNEXE 1

Par principe, le SIVOM LANDRY PEISEY-NANCROIX accepte l'ensemble des engagements du SIGP tels qu'indiqués à l'article 5.

ARTICLE 7. CESSION

Toute cession, partielle ou totale, du droit réel d'occupation est interdite, sauf accord préalable écrit et exprès du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX.

La cession donnera alors lieu à un avenant à la présente Convention.

Dans ce cas, le cédant sera solidairement tenu avec le cessionnaire, au paiement de l'éventuelle redevance versée, des charges, et de la bonne exécution des clauses de la présente Convention.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1. Redevance d'occupation

Conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 et L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, le SIGP versera annuellement au SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX une redevance d'occupation constituant la contrepartie des avantages qu'il retire de l'implantation de ses équipements de remontées mécaniques (TPH Vanoise Express) sur le territoire du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX.

La présente Convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle composée :

- D'une partie fixe de 60 000 € (soixante mille euros) hors taxes

8.2. Modalités de règlement

La redevance annuelle couvrira la période allant du 11 juin de l'année civile « N » au 10 juin de l'année civile « N+1 ».

Conformément aux dispositions de l'article L. 2125-4 du Code général de la commande publique, elle sera versée au 1^{er} septembre de l'année N.

8.3. Révision de la redevance

La redevance sera révisée, à l'initiative du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX, tous les ans à la date anniversaire de la date de prise d'effet de la présente Convention, telle que définie à l'article 2 de la présente Convention comme suit :

Révision de la redevance fixe en fonction de l'augmentation effective du forfait 6 jours Paradiski HIVER (l'indexation étant basée sur la dernière augmentation connue au 1^{er} septembre soit année N-1/année N)

8.4. Impôts et taxes

S'il y a lieu, le SIGP prendra en charge l'ensemble des taxes et autres redevances liées à l'occupation des emprises foncières qui sont mises à sa disposition.

Actuellement il est rappelé que les tènements ne sont pas assujettis à la taxe foncière. Toutefois, s'il y a lieu, le SIGP assumera la charge des taxes liées à l'implantation des gares de remontées mécaniques (TPH Vanoise Express) sur les parcelles mises à sa disposition dans le cadre de la présente Convention :

- Soit par le biais d'un remboursement au SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX pour les taxes payées par ce dernier sur la base des avis reçus de l'administration fiscale et au vu du mandatement effectué ;
- Soit par le biais d'une prise en charge directe lorsque le SIGP reçoit lui-même les avis de taxes foncières.

8.5. Charges

Le SIGP ou son exploitant de domaine skiable fait son affaire des abonnements à souscrire auprès des sociétés ou services compétents (eau, électricité, téléphone etc.) et s'acquitteront des frais y afférents.

ARTICLE 9. RESPONSABILITÉS ET RECOURS

Le SIGP est pleinement responsable de tous dommages causés de son fait, ou de celui de toute personne physique ou morale agissant pour son compte, aux personnes ou aux biens mis à disposition pour l'exploitation de la liaison téléportée – TPH Vanoise Express.

Le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX ne pourra, en aucun cas et à aucun titre, être responsable des vols ou détournements dont le SIGP ou l'exploitant du domaine skiable de la Grande Plagne pourrait être victime; le SIGP devant faire son affaire d'assurer ou de faire assurer par son exploitant de domaine skiable, comme il le jugera convenable, la garde et la surveillance des biens mis à disposition.

ARTICLE 10. ASSURANCES

10.1. Le SIGP devra, au travers de l'exploitant du domaine skiable, faire assurer et maintenir assurés pendant toute la durée de la présente Convention, par une compagnie notoirement solvable, les biens mis à disposition, ainsi que toutes les installations sur les tènements mis à disposition et aménagements contre l'incendie, les explosions et les dégâts des eaux.

Le SIGP, au travers de son exploitant de domaine skiable, devra, également, s'assurer en sa qualité d'occupant et ce, de manière satisfaisante, contre le risque de responsabilité civile pour tous

dommages corporels ou matériels pouvant être causés à des tiers, soit du fait de l'occupation des biens, soit du fait de l'usage des aménagements ou des installations, soit du fait de ses préposés.

10.2. Chaque année, la preuve de la souscription de ces assurances doit être fournie par le SIGP qui produira une police d'assurances ou une attestation de paiement des primes.

À défaut, la présente Convention pourra être résiliée de plein droit, un mois après une mise en demeure restée infructueuse.

10.3. En cas de sinistre, les indemnités versées par les compagnies d'assurance sont intégralement affectées à la remise en état, sans affecter l'estimation de la valeur des immeubles avant le sinistre.

ARTICLE 11. RESILIATION DE LA CONVENTION

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorisation d'occupation du domaine est précaire et révocable.

Chacune des Parties pourra résilier la présente Convention, par lettre recommandée avec avis de réception envoyée à l'autre Partie et en respectant un préavis de douze (12) mois, pour un motif d'intérêt général.

Cette résiliation ne saurait donner droit au versement d'une quelconque indemnité de manque à gagner pour l'une ou l'autre des Parties.

Cette résiliation n'exclut toutefois pas une indemnisation du SIGP au titre de la valeur nette comptable des équipements de remontées mécaniques implantés sur les emprises - objet de la présente Convention - ainsi qu'au titre des préjudices indirects qui seraient supportés par le SIGP auprès de son propre exploitant du service public du domaine skiable de la Grande Plagne du fait de la résiliation.

11.2. Résiliation par le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX pour non-respect des conditions d'occupation des biens mis à disposition

En cas de non-respect par le SIGP de l'affectation des biens mis à disposition ou plus largement des conditions d'occupation desdits biens définies dans le cadre de la présente Convention (en ce compris le défaut de paiement de la redevance fixée), le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX pourra, après une mise en demeure restée sans effet pendant une période d'un (1) mois, notifier à l'autre Partie la résiliation de la présente Convention.

Cette résiliation ne saurait donner droit au versement d'une quelconque indemnité au bénéfice du SIGP.

ARTICLE 12. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente Convention ne pourra résulter que d'un document écrit et exprès conclu entre les Parties à la présente Convention sous forme d'avenant.

ARTICLE 13. ACTIONS EN JUSTICE

13.1. Le SIGP exerce les actions en justice nécessaires à la préservation et la défense de ses droits. Il informe le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX de toute procédure judiciaire intentée par lui ou à son encontre.

Le SIGP est subrogée dans les droits du SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX vis-à-vis des tiers.

13.2. En cas de difficultés ou de désaccord pour l'exécution des obligations citées dans la présente Convention, les Parties recherchent une solution amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification par l'une d'elles de la nécessité d'un accord amiable, par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

A défaut de parvenir à un accord amiable dans un délai de trente (30) jours, le litige sera porté devant le tribunal compétent par la Partie la plus diligente à savoir le Tribunal Administratif de Grenoble.

ARTICLE 14. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la Présente Convention et de ses suites, y compris la signification de tous actes,

- Le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX fait élection de domicile au 22 place de la Mairie - 73210 Landry.
- Le SIGP fait élection de domicile au 1355 route d'Aime Les Provagnes - Mâcot - 73 210 La Plagne Tarentaise.

ARTICLE 15. PORTEE DE LA CONVENTION

Les Parties s'engagent à ce que les Conventions de délégation de service public concluent pour l'exploitation de leur domaine skiable respectif respectent les stipulations de la présente Convention et procéderont, le cas échéant, à leur mise à jour.

La Convention comporte les annexes contractuelles suivantes :

- **Annexe n°1** : Périmètre des biens mis à la disposition du SIGP, note sur l'historique, les caractéristiques et le périmètre d'exploitation (emprise) du TPH Vanoise Express
- **Annexe n°2** : Délibération XXXX du XXXX SIVOM LANDRY PEISEY-NANCROIX
- **Annexe n°3** : Délibération XXXX du XXX SIGP
- **Annexe n°4** : Délibération XXXX du XXX Commune de Peisey-Nancroix
- **Annexe n°5** : AP 2024/402/SPA du 18 septembre 2024 statuts du SIVOM
- **Annexe n°6** : AP 20202005 du 20 mai 2020 statuts du SIGP

Fait en deux (3) exemplaires originaux à xx

<p>Fait à, Le</p> <p>Pour le SIVOM de LANDRY PEISEY-NANCROIX, M. Thierry MARCHAND-MAILLET, Président</p>	<p>Fait à, Le</p> <p>Pour le SIGP M. Jean-Luc BOCH Président</p>
<p>Fait à Le</p> <p>Pour la Commune de PEISEY-NANCROIX M. Guillaume VILLIBORD Maire</p>	



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13	Date de convocation :	14/01/2026
Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5	Date d'affichage :	14/01/2026
Nombre de membres présents : 12		
Nombre de votants : 11		
Nombre de suffrages exprimés : 11		

Délibération n° 20260120-002

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.
Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.
M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.
M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.
M. Jean-Luc BOCH, titulaire.
M. Pierre OUGIER, titulaire.
M. Romain ROCHET, titulaire.
M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.
M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : convention constitutive « mission JOP – La Plagne 2030 ».

M. le Président :

Considérant l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des Alpes françaises en 2030,

Vu la signature, en avril 2025, du contrat d'hôte relatif aux Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030,

Considérant la nécessité de structurer, dans un calendrier contraint, les obligations opérationnelles, institutionnelles et logistiques des collectivités territoriales concernées, en articulation étroite et continue avec le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques des Alpes 2030 (COJOP),

Considérant la volonté du Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (SIGP) d'assurer le portage et la coordination de la « Mission JOP – La Plagne 2030 », afin de garantir la cohérence de l'action publique locale et l'efficacité de la préparation du territoire,

Présente au Comité syndical le projet de convention constitutive de la Mission JOP – La Plagne 2030, ayant pour objet de formaliser le portage de cette mission par le SIGP, de définir les principes de gouvernance, d'organisation et de coordination du projet, et d'associer les principaux acteurs territoriaux concernés, à savoir les communes, la Communauté de Communes des Versants d'Aime (COVA), l'Office de Tourisme de la Grande Plagne (OTGP), l'association Bob Luge ainsi que la Société d'Aménagement de La Plagne (SAP).

Il propose au Comité syndical de bien vouloir en délibérer.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

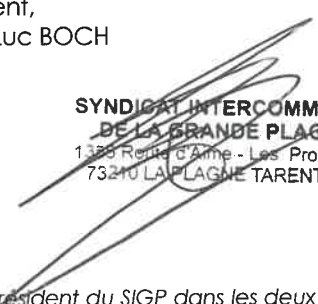
- **Approuve les termes de la convention constitutive de la Mission JOP – La Plagne 2030 ;**
- **Autorise le Président, ou toute personne dûment habilitée par délégation régulière, à signer ladite convention ainsi que l'ensemble des pièces et actes nécessaires à son exécution ;**
- **Charge le Président de notifier la présente délibération à l'ensemble des acteurs territoriaux associés à la convention.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1325 Route d'Aime - Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTAISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).

MISSION JOP - LA PLAGNE 2030

CONVENTION CONSTITUTIVE

Préambule

La France accueillera en 2030 les Jeux Olympiques et Paralympiques d'Hiver (JOP 2030), à la suite de la sélection du Comité International Olympique (CIO) et de la signature du Contrat Hôte en avril 2025. Les épreuves de bobsleigh, luge et skeleton (BLS) se dérouleront sur la piste olympique de La Plagne, équipement emblématique situé sur le territoire de la commune de La Plagne Tarentaise.

Cette désignation implique, pour les collectivités concernées, un ensemble d'obligations opérationnelles, institutionnelles et logistiques, dans un calendrier resserré et en lien permanent avec le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJOP Alpes 2030).

Le modèle de livraison des Jeux défini par le CIO et décliné par le COJOP repose sur une articulation claire entre les responsabilités du comité d'organisation et celles des collectivités hôtes. Ces dernières conservent la responsabilité de la quasi-totalité des services publics et prestations hors périmètre COJOP, notamment dans le domaine du « last-mile », des mobilités, de la sécurité civile, de l'accueil, de la propreté, de la logistique territoriale, ainsi que dans les champs de la communication, de la mobilisation citoyenne et de l'héritage.

Compte tenu de la pluralité des acteurs en présence (communes, SIGP, OTGP, SAP, CBLS, associations, socio-professionnels), de l'importance stratégique des épreuves BLS et de la nécessité d'une coordination territoriale unique, lisible et efficace, les parties signataires conviennent de créer une **Mission JOP - La Plagne 2030**, administrativement rattachée au Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (SIGP), dotée d'un budget annexe et d'une direction dédiée.

Cette mission a vocation à préparer, coordonner et livrer l'ensemble des actions territoriales liées aux Jeux, en articulation permanente avec le COJOP et la SOLIDEO, et à garantir l'héritage durable de l'organisation des épreuves BLS sur le territoire.

ARTICLE 1 – CREATION DE LA MISSION

Il est institué, par la présente convention, une structure opérationnelle dénommée **Mission JOP - La Plagne 2030**, chargée d'assurer la coordination générale du territoire pour la préparation et la livraison des épreuves olympiques et paralympiques de bobsleigh, luge et skeleton prévues en 2030.

La Mission constitue un dispositif mutualisé entre les collectivités signataires.

Elle dispose à travers la présente convention d'une direction, d'une équipe, d'un budget et d'une gouvernance propres, dans les conditions définies par la présente convention, et s'appuie pour ce faire sur la structure administrative du SIGP.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de création, d'organisation, de fonctionnement et de pilotage de la **Mission JOP - La Plagne 2030**.

À ce titre, elle précise notamment :

1. les objectifs poursuivis par les collectivités signataires au titre de l'accueil des épreuves BLS ;
2. la gouvernance politique et opérationnelle chargée de piloter la Mission ;
3. les missions confiées à la Mission et leur périmètre ;
4. les modalités de financement, de gestion comptable et d'ordonnancement des dépenses ;
5. les conditions d'affectation ou de mise à disposition des personnels ;
6. les relations institutionnelles de la Mission avec le COJOP, la SOLIDEO et les services de l'État ;
7. les règles applicables en matière de communication, de données, de responsabilités et d'assurances ;
8. la durée de la convention, les modalités d'adhésion, de modification ou de résiliation.

ARTICLE 3 – PRINCIPES DE COOPÉRATION TERRITORIALE

La **Mission JOP - La Plagne 2030** repose sur un ensemble de principes structurants :

1. La coopération institutionnelle

Les collectivités signataires conviennent de conduire l'organisation des épreuves BLS dans un esprit de collaboration loyale, de transparence et de mutualisation des moyens.

2. La coordination centralisée

Une coordination unique est confiée à la Mission afin d'éviter tout risque de dispersion, de redondance ou d'incohérence dans la relation avec le COJOP, la SOLIDEO et tout partenaire associé au projet.

3. Le rattachement administratif au SIGP

Le SIGP est désigné comme structure administrative porteuse, garantissant la neutralité, la lisibilité et l'efficacité du dispositif.

4. La mobilisation élargie du territoire

La Mission veille à l'implication de l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques, sportifs, associatifs et citoyens.

5. L'héritage et la durabilité

Chaque action portée par la Mission s'inscrit dans la volonté de produire un héritage matériel et immatériel durable, cohérent avec les engagements nationaux et internationaux liés aux Jeux.

ARTICLE 4 – PARTIES À LA CONVENTION

4.1. Collectivités signataires

Sont signataires de la présente convention :

- la commune de La Plagne Tarentaise,
- la commune d'Aime-la-Plagne,
- la commune de Champagny,

- le Syndicat Intercommunal de la Grande Plagne (SIGP),
- l'Office de Tourisme de la Grande Plagne (OTGP),
- la Communauté de Communes des Versants d'Aime (COVA).

4.2. Partenaires associés

Sont associés à la Mission, sans être signataires d'engagements juridiques ou financiers contraignants sauf exception :

- la Société d'Aménagement de La Plagne (SAP),
- l'Association Bob Luge Skeleton (BLS),
- toute entité admise ultérieurement conformément à l'article 20, notamment les structures représentatives des socioprofessionnels ou des unions des copropriétaires,

Ces partenaires participent aux travaux de la Mission, aux instances techniques et, lorsque pertinent, aux instances stratégiques, avec voix consultative.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉS RESPECTIVES DES PARTIES

Les responsabilités indiquées ci-après ne sont pas limitatives, et peuvent, dans l'intérêt général du projet, être élargies au besoin.

5.1. Responsabilités de la commune hôte (La Plagne Tarentaise) et des communes signataires

Les collectivités signataires assument l'ensemble des responsabilités relevant de leurs compétences, notamment celles liées à la mise à disposition du domaine public, à l'organisation des services « last-mile », à la propreté, au déneigement, à la gestion des flux, à l'information du public et à la mobilisation des services opérationnels.

En cela, elles se conforment à la convention relative à la matrice des responsabilités à conclure avec le COJOP.

Elles garantissent également la bonne exécution des engagements pris dans le cadre du Contrat Hôte, de la Convention-Cadre de coopération territoriale et des Venue Use Agreements (VUA).

5.2. Responsabilités du SIGP

Le SIGP assure le portage administratif intégral de la Mission.

À ce titre, il :

- héberge le budget de la Mission, qu'il identifie dans ses comptes par une comptabilité analytique rigoureuse ou par un budget annexe dédié
- assure l'ordonnancement des dépenses,
- gère les personnels mis à disposition,
- exerce le rôle d'autorité administrative de référence,
- fournit les moyens administratifs nécessaires (bureaux, secrétariat, suivi, logistique).

5.3. Responsabilités de l'OTGP

L'Office du tourisme contribue à la stratégie de communication et d'image de la destination, ainsi qu'à la coordination des actions événementielles, promotionnelles et d'accueil en lien avec les Jeux.

5.4. Responsabilités de la SAP (partenaire associé)

La SAP intervient dans son champ de compétences techniques et opérationnelles, notamment sur les sujets liés à la gestion des infrastructures du domaine skiable, à l'exploitation technique de la piste BLS et aux mobilités internes.

5.5. Responsabilités de l'Association BLS (partenaire associé)

L'Association Bob Luge Skeleton apporte son expertise sportive et technique, et contribue à la mobilisation des fédérations, clubs, athlètes, entraîneurs et bénévoles spécialisés.

ARTICLE 6 – MISSIONS GÉNÉRALES DE LA MISSION JOP - La Plagne 2030

La **Mission JOP - La Plagne 2030** est chargée de mettre en œuvre, pour le compte des signataires, l'ensemble des actions nécessaires à la préparation, à la coordination et à la livraison des épreuves olympiques et paralympiques BLS.

À ce titre, elle assure :

1. la coordination d'ensemble des actions territoriales en lien avec les Jeux ;
2. la relation institutionnelle unique avec le COJOP et la SOLIDEO ;
3. la planification, la gestion et la supervision des opérations relevant des collectivités ;
4. la mobilisation du territoire ;
5. la production et la circulation de l'information opérationnelle ;
6. l'anticipation des besoins, risques, scénarios et dispositifs Games-Time ;
7. la concrétisation de l'héritage durable des Jeux ;
8. toute autre mission que les parties signataires entendront lui confier.

ARTICLE 7 – MISSIONS DÉTAILLÉES DE LA MISSION JOP - La Plagne 2030

La **Mission JOP - La Plagne 2030** exerce, dans le cadre défini par les articles précédents, les compétences suivantes, réparties selon les domaines d'intervention reconnus par le COJOP et les collectivités hôtes.

7.1. Infrastructures olympiques et coordination SOLIDEO

La Mission assure la coordination de l'ensemble des interventions en lien avec la réhabilitation, la modernisation, l'adaptation et à la mise en configuration compétition et touristique de la piste olympique de bobsleigh, luge et skeleton.

À ce titre, elle :

1. assure une veille sur le bon suivi des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la SOLIDEO ou de tout autre maître d'ouvrage désigné ;

2. facilite les échanges administratifs et techniques entre les collectivités, la SAP, l'Association BLS et la SOLIDEO et le COJOP ;
3. anticipe les besoins en matière d'accueil, d'exploitation, de sécurité, de maintenance, de stockage, d'aménagements temporaires, de zones mixtes et de zones spectateurs, dans la limite de la matrice des responsabilités ;
4. prépare la conclusion des Venue Use Agreements (VUA) ;
5. contribue à la planification des essais préalables, compétitions tests et phases d'homologation.

7.2. Last-mile, mobilités et logistique territoriale

La Mission assure l'organisation du « last-mile » et des mobilités hors périmètre COJOP, conformément à la matrice des responsabilités.

À ce titre, elle :

1. définit, en lien avec les communes, les cheminements piétons, cyclistes et mécanisés permettant l'accès aux sites olympiques, y compris par téléportation ;
2. coordonne les navettes autres que les navettes spatiales, zones de dépose et de stationnement relevant des collectivités ;
3. met en œuvre les dispositifs de signalétique, balisage, orientation et sécurisation des circulations ;
4. harmonise l'ensemble des dispositifs de mobilité avec les plans de transport du COJOP et les services de l'État et de la Région Auvergne Rhône Alpes ;
5. prend en charge, en lien avec les services techniques des communes et de la COVA, les dispositifs de déneigement, propreté urbaine, intervention rapide et gestion du domaine public.

7.3. Services pour les Jeux et prestations hors périmètre COJOP

Les collectivités demeurent responsables de nombreux services publics nécessaires à la tenue des Jeux, tels que :

1. la propreté, le tri et la gestion des déchets ;
2. le déneigement, la viabilité hivernale et la gestion des conditions météorologiques ;
3. la gestion des flux hors zones sécurisées COJOP ;
4. l'entretien du domaine public non olympique ;
5. l'information et la gestion relationnelle avec les riverains ;
6. la prévention et la lutte contre le marketing non autorisé ;
7. la gestion des parkings non olympiques, navettes internes et flux de véhicules et du public.

La Mission est chargée de préparer, planifier et coordonner l'ensemble de ces prestations.

7.4. Communication territoriale et image

La Mission pilote la stratégie de communication institutionnelle du territoire liée aux Jeux.

À ce titre, elle :

1. organise les relations presse locales et territoriales ;
2. assure la communication régulière vers les habitants, dont les écoles et collège présents sur son territoire, socio-professionnels et partenaires ;
3. prépare les célébrations territoriales, incluant notamment les étapes du relais de la flamme et les festivités associées ;
4. travaille en cohérence avec la charte graphique et les prescriptions du COJOP et du CIO ;
5. coordonne les actions de communication avec l'OTGP, garant de l'image de destination.

7.5. Mobilisation territoriale, volontaires et jeunesse

La Mission conçoit et met en œuvre une stratégie de mobilisation visant à impliquer l'ensemble de la population, afin d'assurer la réussite collective des Jeux.

À ce titre, elle :

1. pilote le programme des volontaires territoriaux (150 à 20 000 selon les besoins) ;
2. organise, en partenariat avec les services municipaux, les socio-professionnels et les associations, les actions de mobilisation et d'information ;
3. favorise l'implication des commerçants, saisonniers, hébergeurs et acteurs économiques ;
4. met en place des dispositifs dédiés à la jeunesse, en cohérence avec les programmes COJOP.

7.6. Héritage et durabilité

La Mission élabore la stratégie d'héritage territorial, incluant :

1. la structuration et la valorisation de la filière BLS ;
2. le développement du sport pour tous, du sport adapté et des pratiques émergentes ;
3. la contribution au tourisme quatre saisons ;
4. les actions de durabilité, d'économie circulaire, de sobriété et de sensibilisation ;
5. la mise en cohérence des actions avec les engagements environnementaux du COJOP.

ARTICLE 8 – COMITÉ DE PILOTAGE STRATÉGIQUE (COPIL)

8.1. Composition

Le Comité de Pilotage Stratégique est composé :

- du Président du SIGP, qui en assure la présidence ;

- des Maires des communes signataires ou de leurs représentants officiellement désignés ;
- des Directeurs généraux des services des communes ;
- du Directeur général des services du SIGP ;
- du Directeur/trice de la **Mission JOP - La Plagne 2030** ;
- de représentants de l'OTGP, de la SAP et de l'Association BLS, avec voix consultative.

8.2. Attributions

Le COPIL :

1. fixe les orientations stratégiques et politiques de la Mission ;
2. valide annuellement le budget de la Mission et, le cas échéant, les ajustements intermédiaires ;
3. approuve les grandes phases de programmation, de planification et d'organisation ;
4. autorise la conclusion des accords, conventions et partenariats nécessaires au fonctionnement de la Mission ;
5. statue sur toute modification substantielle du périmètre de la Mission ;
6. valide la stratégie d'héritage.

8.3. Fréquence et modalités de réunion

Le COPIL se réunit au minimum une fois par trimestre et chaque fois que nécessaire sur convocation de son président ou à la demande d'un tiers de ses membres.

Il ne délibère valablement que si la moitié des collectivités est représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf disposition spécifique prévue par la présente convention.

ARTICLE 9 – COMITÉ TECHNIQUE OPÉRATIONNEL (COTEC)

9.1. Composition

Le Comité Technique Opérationnel rassemble :

- le Directeur de la Mission, qui en assure la présidence ;
- les chefs de pôles ;
- les directeurs techniques des communes et du SIGP ;
- les référents techniques de la SAP, de l'OTGP et de l'Association BLS ;
- les référents COJOP compétents pour les sujets examinés.

9.2. Attributions

Le COTEC :

1. supervise l'avancement opérationnel de l'ensemble des chantiers et actions ;
2. organise la coordination technique entre les services ;
3. prépare les phases pré-Games et Games-Time ;
4. supervise le dispositif de gestion des informations, risques, incidents et interactions avec le COJOP ;
5. propose au COPIL les arbitrages nécessaires.

9.3. Fréquence

Le COTEC se réunit chaque semaine, ou plus fréquemment en période d'activité intense (tests, accueil délégations, Jeux).

ARTICLE 10 – DIRECTION ET ORGANISATION INTERNE

10.1. Direction de la Mission

La Mission est dirigée par un Directeur/trice recruté par le SIGP ou mis à disposition auprès du SIGP, après avis du COPIL.

Le Directeur/trice :

1. assure le pilotage opérationnel quotidien ;
2. représente la Mission auprès du COJOP, de la SOLIDEO, des services de l'État et de l'ensemble des partenaires ;
3. coordonne les six pôles ;
4. prépare les décisions stratégiques soumises au COPIL ;
5. établit les programmations, plans d'actions, tableaux de bord et rapports.

10.2. Organisation interne

La Mission est structurée autour de six pôles, chacun sous l'autorité du Directeur :

1. Pôle Infrastructures & Mobilités ;
2. Pôle Héritage & Durabilité ;
3. Pôle Communication & Événementiel ;
4. Pôle Mobilisation & Volontaires ;
5. Pôle Sport & Jeunesse ;
6. Pôle Coordination Institutionnelle.

L'organigramme détaillé figure en **Annexe 1**.

10.3. Répartition des missions entre les pôles

La répartition des missions et responsabilités de chaque pôle sera déterminée ultérieurement, au rythme des avancées et de l'identification des besoins et des actions à mettre en œuvre.

Lorsqu'une visibilité globale semblera définitive, une annexe à la présente convention clarifiera ces missions.

ARTICLE 11 – RESSOURCES HUMAINES ET MODALITÉS D'AFFECTATION

11.1. Mise à disposition de personnels

Les collectivités signataires peuvent mettre à disposition de la Mission des agents territoriaux relevant de leurs services.

La mise à disposition fait l'objet d'une convention bilatérale avec le SIGP, au titre de la Mission, précisant :

- les missions confiées ;
- la durée ;
- les modalités de remboursement éventuel ;
- les obligations déontologiques et disciplinaires ;
- les conditions d'encadrement ;
- les équipements et moyens mis à disposition.

Les agents demeurent soumis au statut de leur collectivité d'origine, qui reste leur employeur.

11.2. Recrutements dédiés

La Mission peut recruter des personnels par le biais du SIGP, dans la limite des crédits votés par le COPIL.

11.3. Obligations déontologiques

L'ensemble des personnels soumis à la Mission est tenu à :

- la confidentialité,
- la neutralité,
- la réserve,
- la non-divulgence d'informations techniques sensibles,
- l'usage proportionné et autorisé des identités visuelles COJOP / CIO.

Chacune et chacun s'engage à établir des relations facilitantes, respectueuses, et

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

12.1. Budget

Les écritures comptables seront clairement identifiées dans le budget du SIGP, soit par une identification analytique rigoureuse.

Soit par la création d'un **budget annexe " Mission JOP - La Plagne 2030 "**, retraçant l'ensemble des dépenses et recettes liées à la Mission.

12.2. Ordonnancement et comptabilité

Le Président du SIGP est ordonnateur des recettes et dépenses.

Le comptable public assignataire du SIGP assure l'exécution des opérations financières.

12.3. Clé de financement

La contribution annuelle des collectivités est fixée par le COPIL et validée par les assemblées délibérantes.

Un schéma de financement prévisionnel est annexé (Annexe 5).

12.4. Contributions en nature

La SAP, l'OTGP et l'Association BLS contribuent sous forme :

- d'expertise,
- de mise à disposition de moyens,
- d'appui technique,
- d'actions de mobilisation,
- voire sous forme de contribution financière selon avenant futur.

ARTICLE 13 – RELATIONS AVEC LE COJOP ET LA SOLIDEO

La Mission est l'interlocuteur territorial unique pour le COJOP.

À ce titre, elle :

1. participe aux réunions institutionnelles et techniques organisées par le COJOP ;
2. prépare les éléments nécessaires à la conclusion des conventions VUA (Venue Use Agreements) ;
3. organise les visites, audits, essais et réunions de préparation ;
4. assure un reporting régulier sur l'avancement des actions ;
5. coordonne les interactions entre SOLIDEO, SAP, collectivités et acteurs du territoire.

Toute information pertinente reçue du COJOP est communiquée aux collectivités signataires.

ARTICLE 14 – COMMUNICATION, PRESSE ET IMAGE

La Mission est responsable de la communication territoriale liée aux Jeux.

Elle veille à :

- la cohérence des messages,
- l'alignement avec la charte du COJOP,
- la vérification des droits d'usage des marques et identités visuelles,

- la coordination des messages vers les habitants, saisonniers et socio-professionnels.

Toute communication sensible est soumise à une double validation Mission / COJOP.

ARTICLE 15 – DONNÉES, CONFIDENTIALITÉ ET SECURITÉ

La Mission manipule des données susceptibles d'être confidentielles :

- données techniques,
- documents internes COJOP,
- plans de sécurité,
- calendriers sensibles,
- informations relatives aux délégations.

Les agents sont tenus au secret professionnel.

La diffusion de documents est strictement encadrée.

ARTICLE 16 – ASSURANCES ET RESPONSABILITÉ

Chaque collectivité signataire demeure responsable des services relevant de ses compétences.

La Mission s'assure que les dispositifs d'assurance couvrent :

- les agents mobilisés,
- les équipements,
- les prestations,
- les risques d'exploitation.

Les modalités d'assurance complémentaires seront précisées six mois avant les Jeux.

ARTICLE 17 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue jusqu'au **31 décembre 2031**, afin de couvrir :

- la préparation,
- la livraison des Jeux,
- la phase post-Games,
- la capitalisation sur l'héritage.

Elle peut être reconduite par accord des signataires.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle doit être :

1. proposée par le COPIL,

2. validée par les assemblées délibérantes des collectivités signataires,
3. consignée par avenant.

ARTICLE 19 – RÉSILIATION

Une collectivité signataire peut se retirer de la convention sous réserve :

- d'un préavis de six mois,
- du maintien de ses engagements financiers sur l'exercice en cours,
- de la sauvegarde de l'intérêt général de la Mission.

ARTICLE 20 – ADHÉSION DE PARTENAIRES SUPPLÉMENTAIRES

De nouveaux partenaires peuvent être admis en qualité de partenaires associés, par décision du COPIL et signature d'un avenant.

ANNEXES

- **Annexe 1 : Organigramme de la Mission**
- **Annexe 2 : Tableau Mission / Attendus COJOP**
- **Annexe 3 : Matrice de responsabilités COJOP / collectivités**
- **Annexe 4 : Calendrier prévisionnel 2026–2030**
- **Annexe 5 : Schéma de financement**
- **Annexe 6 : Fiches de rôle par pôle**

Rédaction du draft : TH – DGS LPT - 24112025
--



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13

Date de convocation :

14/01/2026

Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date d'affichage :

14/01/2026

Nombre de membres présents : 12

Nombre de votants : 11

Nombre de suffrages exprimés : 11

Délibération n° 20260120-003

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.

Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.

M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.

M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.

M. Jean-Luc BOCH, titulaire.

M. Pierre OUGIER, titulaire.

M. Romain ROCHET, titulaire.

M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.

M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : répartition entre les communes membres des dépenses entourant la « mission JOP – La Plagne 2030 ».

M. le Président :

Considérant la tenue à la Plagne d'épreuves inscrites aux JOP d'hiver Alpes Françaises 2030,

Vu la signature du contrat d'hôte en avril 2025,

Vu la convention constitutive de la « mission JOP – La Plagne 2030 »,

Propose d'adopter la clé de répartition habituellement appliquée au SIGP, à savoir les critères historiques suivants :

- Aime-la-Plagne : 15,4 %
- Champagny-en-Vanoise : 12,4 %
- La Plagne Tarentaise : 72,2 %

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Approuve la clé de répartition des dépenses présentée.**
- **Charge le président de notifier la présente délibération aux communes membres.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1355 Route d'Aime - Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTEISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13

Date de convocation :

14/01/2026

Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date d'affichage :

14/01/2026

Nombre de membres présents : 12

Nombre de votants : 11

Nombre de suffrages exprimés : 11

Délibération n° 20260120-004

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.

Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.

M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.

M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.

M. Jean-Luc BOCH, titulaire.

M. Pierre OUGIER, titulaire.

M. Romain ROCHET, titulaire.

M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.

M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTAISE : Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : mise à jour 2026 du tableau des effectifs non permanents du SIGP.

M. le Président :

Considérant la tenue à la Plagne d'épreuves inscrites aux JOP d'hiver Alpes Françaises 2030,

Vu la signature du contrat d'hôte en avril 2025,

Vu la convention constitutive de la « mission JOP – La Plagne 2030 »,

Considérant la nécessité de poursuivre les engagements liés à l'organisation des JOP d'hiver Alpes françaises 2030, il est proposé de confirmer sur la durée les missions actuellement assurées par la stagiaire et l'alternante en place.

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 313-1.

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique.

Vu les délibérations relatives au régime indemnitaire de la collectivité.

Propose de créer au tableau des effectifs non permanents du SIGP deux contrats de projet, pour une durée initiale maximale de 36 mois :

- o Une chargée de mission RSE et durabilité territoriale à compter du 1^{er} mars 2026 (continuité du stage en cours jusqu'au 28 février 2026),
- o Une chargée de mission coordination à compter du 1^{er} septembre 2026 (continuité de l'alternance en cours jusqu'au 28 août 2026).

Propose qu'au vu des qualifications et expériences nécessaires, ces emplois seront pourvus par des agents contractuels relevant de la catégorie A de la filière soit administrative soit technique, du cadre d'emplois des Attachés territoriaux ou des Ingénieurs territoriaux. Leur rémunération sera calculée selon leur expérience et par référence à la filière, au grade et à l'échelon défini au cours du recrutement des agents. Les agents pourront bénéficier du RIFSEEP et avantages dont les agents du SIGP bénéficient.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Approuve la création de deux contrats de projets tels que définis et présentés.**
- **Autorise le Président à recruter deux agents contractuels sur le fondement des articles L.332-24 à L.332-26 du Code général de la fonction publique et à signer les contrats de projet afférents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**
- **Précise que la rémunération sera fixée telle que ci-dessus annoncé, et que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2026 du SIGP.**
- **Charge le président à notifier la présente délibération au CDG et agents concernés.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1355 Route d'Almay, Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTAISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13

Date de convocation :

14/01/2026

Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date d'affichage :

14/01/2026

Nombre de membres présents : 12

Nombre de votants : 11

Nombre de suffrages exprimés : 11

Délibération n° 20260120-005

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.
Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.
M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.
M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.
M. Jean-Luc BOCH, titulaire.
M. Pierre OUGIER, titulaire.
M. Romain ROCHET, titulaire.
M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.
M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTAISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : présentation du rapport d'orientation budgétaire 2026 du budget principal du SIGP.

M. le Président :

Vu le code général des collectivités et notamment les articles L. 2312-1 et L. 3312-1,

Confirme que l'assemblée délibérante doit prendre acte de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire et de l'existence d'un rapport sur la base duquel se tient ce débat.

Rappelle qu'en préambule de la présente séance plénière, AGATE TERRITOIRES a présenté les premiers éléments de clôture de l'exercice 2025 et les perspectives financières du SIGP pour 2026,

Vu les échanges et après avoir présenté à l'assemblée le rapport d'orientations budgétaires de l'année 2026,

Invite le Comité syndical :

- o À procéder au débat d'orientation budgétaire.
- o À acter par un vote la tenue du débat sur la présentation du rapport d'orientation budgétaire.

Indique que le rapport sera annexé à la présente délibération.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Prend acte du rapport d'orientation budgétaire et du débat d'orientation budgétaire 2026 du SIGP qui s'en est suivi.**
- **Indique que les principales orientations seront traduites dans le budget principal 2026 du SIGP.**
- **Charge le président d'annexer à la présente délibération la note de synthèse projetée en séance.**
- **Charge le président de notifier la présente délibération à Mme la Trésorière de Moûtiers.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH




**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1355 Route d'Alpe - Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTAISE


La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).




1


LE DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

 Le débat d'orientations budgétaires constitue une obligation réglementaire pour les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les établissements publics de coopération intercommunale et syndicats comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

 Le débat porte notamment sur :

- les orientations générales du budget,
- l'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- la structure et l'évolution de l'encours de dette ainsi que les perspectives financières à moyen terme

 Il fait l'objet d'une **délibération spécifique**, distincte de celle du budget, ayant pour objet d'acter la tenue du débat.

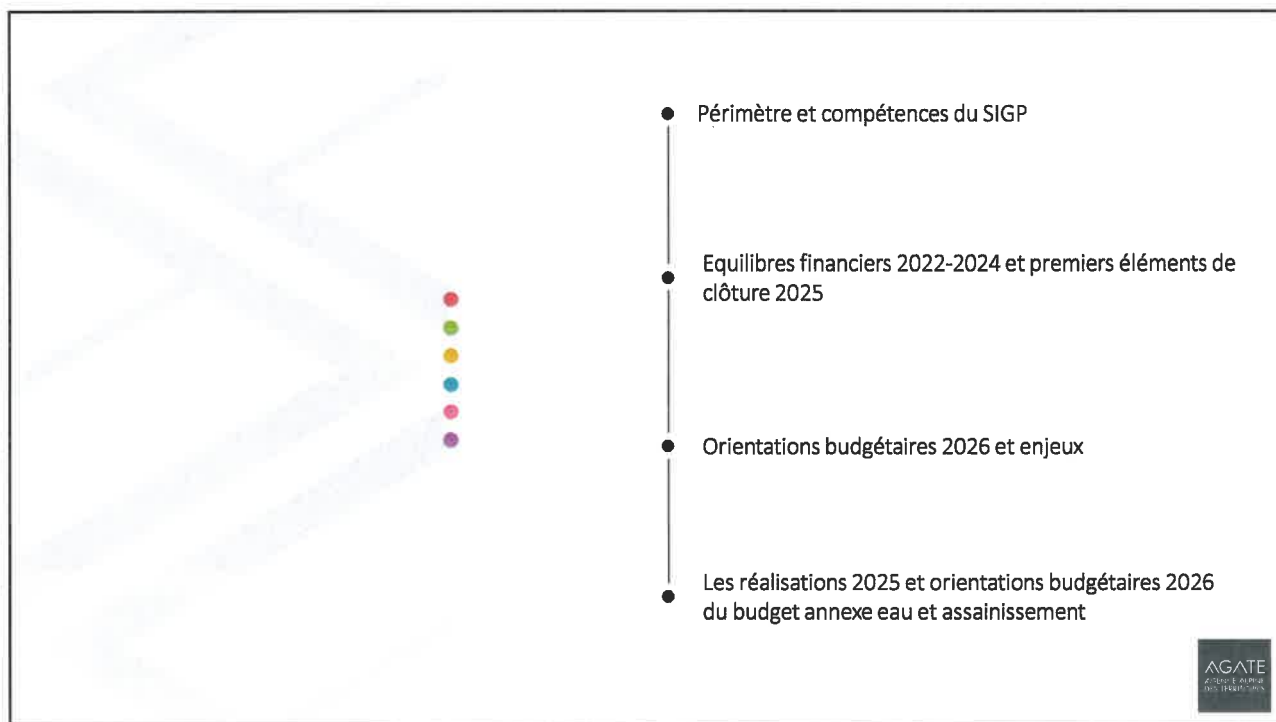
 Le DOB doit se tenir **dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif** par l'assemblée délibérante.

Orientations budgétaires 2026 *Janvier 2026*

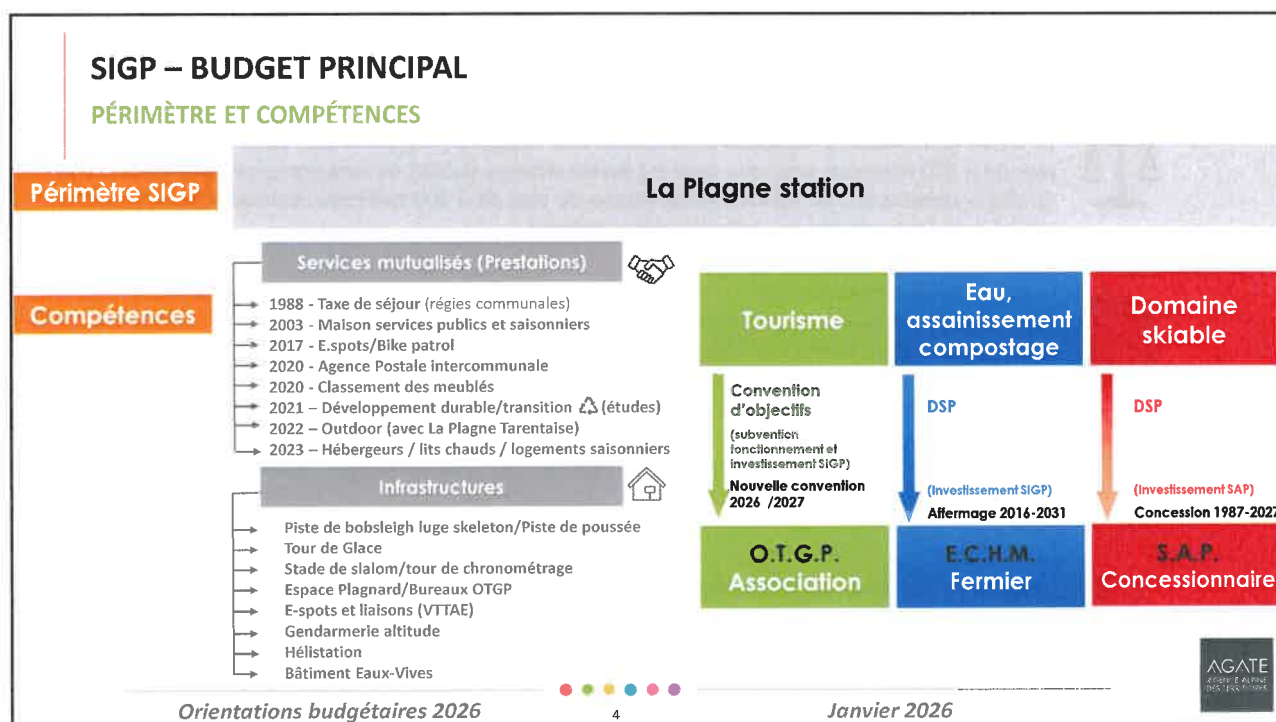
2 2

AGATE
ALPES ALPINE
DES TERRITOIRES

2



3



4

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRESTATIONS DE SERVICES « À LA CARTE »

Le SIGP réalise, hors compétences statutaires, des prestations de services pour le compte des communes afin de mutualiser certaines missions à l'échelle de la station.

Ces prestations sont facturées à coût réel, selon le principe du « service fait », sans application de marge, et donnent lieu à un appel de fonds auprès des communes concernées.

Pour les communes d'Aime La Plagne et de La Plagne Tarentaise, les services sont refacturés selon une clé inchangée depuis 2009 (22,7% ALP et 77,3% LPT). Le SIGP porte également certains emprunts et refacture les annuités correspondantes (ex. : gendarmerie).

Pour les trois communes, la répartition repose sur les critères « historiques domaine skiable » (15,4 % ALP / 12,4 % Champagny / 72,2 % LPT), conformément aux délibérations de 2015, 2016 et 2020.

Les services mutualisés couvrent à la fois des missions anciennes (taxe de séjour), récentes (Agence postale – 2020) et nouvelles (logement des travailleurs saisonniers – 2023).

Orientations budgétaires 2026



5

Janvier 2026



5

Services mutualisés (Prestations « à la demande » des communes)

Le SIGP réalise ces prestations sous la forme de services mutualisés et assure également la gestion d'infrastructures concourant au développement et au fonctionnement de la station de La Grande Plagne.



SERVICES MUTUALISES
(Assurés par des personnels dédiés)

→ **Financement 3 communes ou 2 communes (ALP et LPT)**

- **Taxe de séjour** (depuis 1988) – Tenue des 3 régies communales (2 ETP) – 3 communes
- **Maison des services public** (depuis 2003) (1 ETP) – 2 communes
- **Classement des meublés de tourisme** (depuis 2006) (0,6 ETP) – 3 communes
- **Bike patrol** (depuis 2017) (2 ETP) – 2 communes
- **Agence postale intercommunale** (novembre 2020) (0,4 ETP) – 2 communes
- **Développement Durable** (janvier 2021) (0 ETP) – 3 communes
- **Outdoor** (juin 2022) (0,5 ETP) – 3 communes
- **Logement des Saisonniers** (février 2023) (0,5 ETP) – 3 communes
- **Services aux hébergeurs** (février 2023) (0,5 ETP) – financement SIGP
- **Jeux olympiques 2030** – 3 communes : proposition à acter par une délibération

**Mandat
2020-2026**

Orientations budgétaires 2026

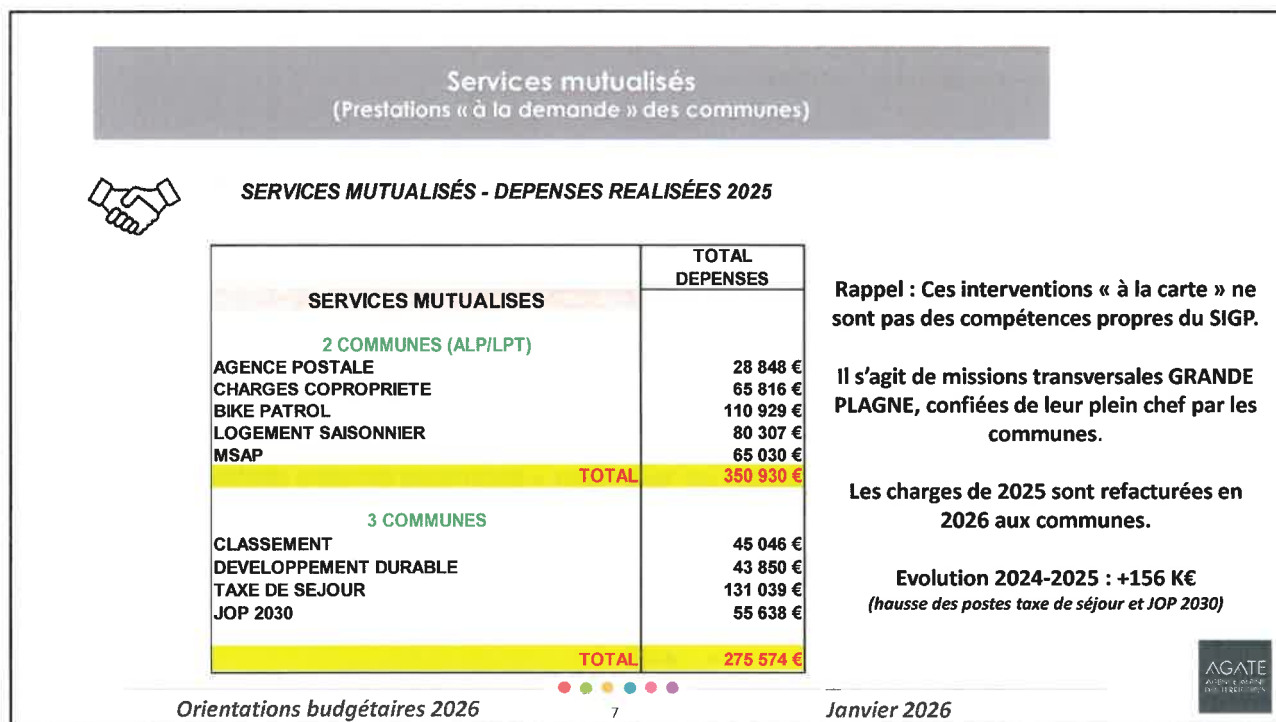


6

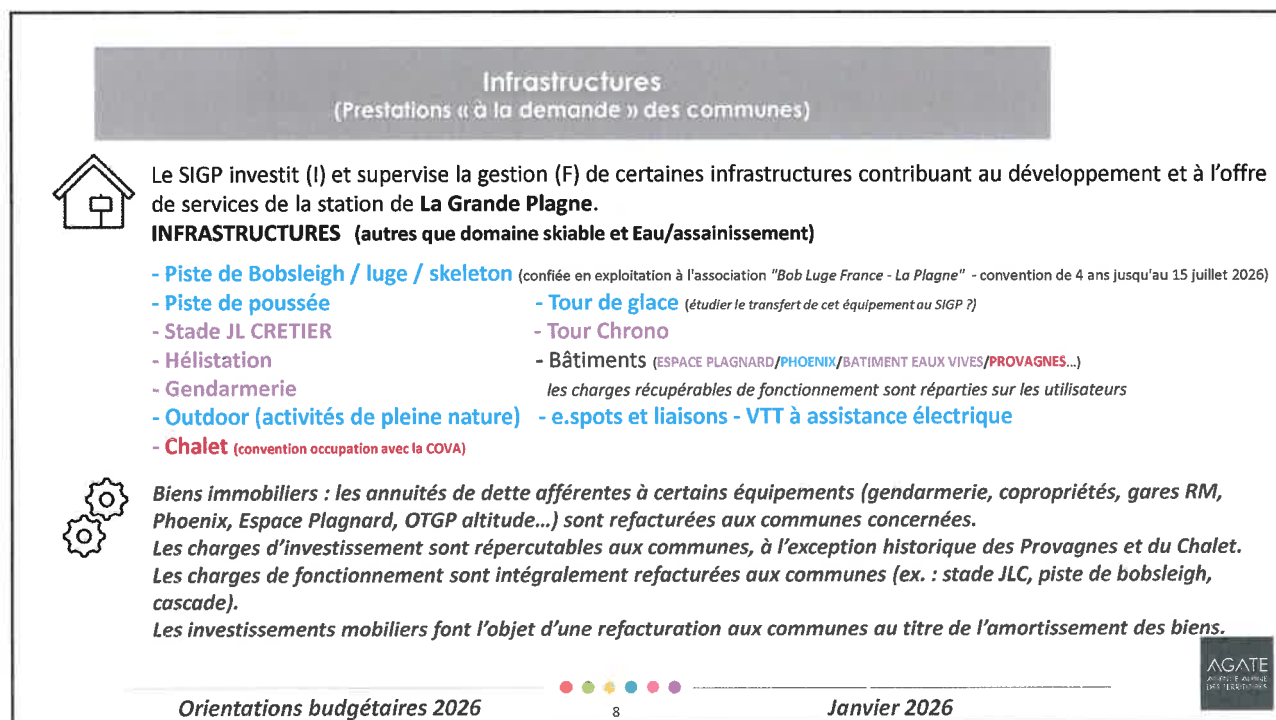
Janvier 2026



6



7



8



Infrastructures (Prestations « à la demande » des communes)

INFRASTRUCTURES - DÉPENSES RÉALISÉES 2025

	TOTAL	FONCTIONNEMENT	EMPRUNT
INFRASTRUCTURES			
2 COMMUNES (ALP/LPT)			
HELISTATION	35 832 €	35 832 €	0 €
GENDARMERIE	151 071 €	77 738 €	73 333 €
STADE SLALOM + TOUR CHRONO	8 542 €	8 542 €	0 €
ESPACE PLAGNARD	3 388 €	3 388 €	0 €
BATIMENT EAUX VIVES	22 947 €	22 947 €	0 €
TOTAL	221 780 €	148 447 €	73 333 €
3 COMMUNES			
PISTE DE BOB + PISTE DE POUSSEE	25 424 €	25 424 €	0 €
CASCADE DE GLACE	0 €	0 €	0 €
OUTDOOR	0 €	0 €	0 €
PHOENIX	4 350 €	4 350 €	0 €
TOTAL	29 774 €	29 774 €	0 €

Les charges 2025 sont refacturées aux communes en 2026.

L'évolution entre 2024 et 2025 fait apparaître une baisse de **47 K€**, liée notamment à la diminution des charges sur les postes outdoor, stade de slalom et gendarmerie.

Orientations budgétaires 2026

9

Janvier 2026



9

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

LES CRITERES DE REPARTITION DES RECETTES SAP

Les recettes perçues par le SIGP auprès de la SAP sont reversées aux communes membres selon des critères historiques, définis par délibérations (7 avril 2015, 9 février 2016).

- **Taxe sur les remontées mécaniques** : 1,5 % du chiffre d'affaires SAP, intégralement reversée aux communes.
- **Redevance** : 5,5 % du chiffre d'affaires SAP, dont 1,5 % conservé par le SIGP et 4 % reversé aux communes.

Un critère subsidiaire, adopté par délibération du 4 février 2020, s'applique selon le niveau de chiffre d'affaires SAP :

- **jusqu'à 71 M€** : maintien de la répartition historique
 - Aime La Plagne : 15,4 %
 - Champagny-en-Vanoise : 12,4 %
 - La Plagne Tarentaise : 72,2 %
- **au-delà de 71 M€** : répartition au prorata de la taxe de séjour encaissée par commune en N-1.

Orientations budgétaires 2026

10

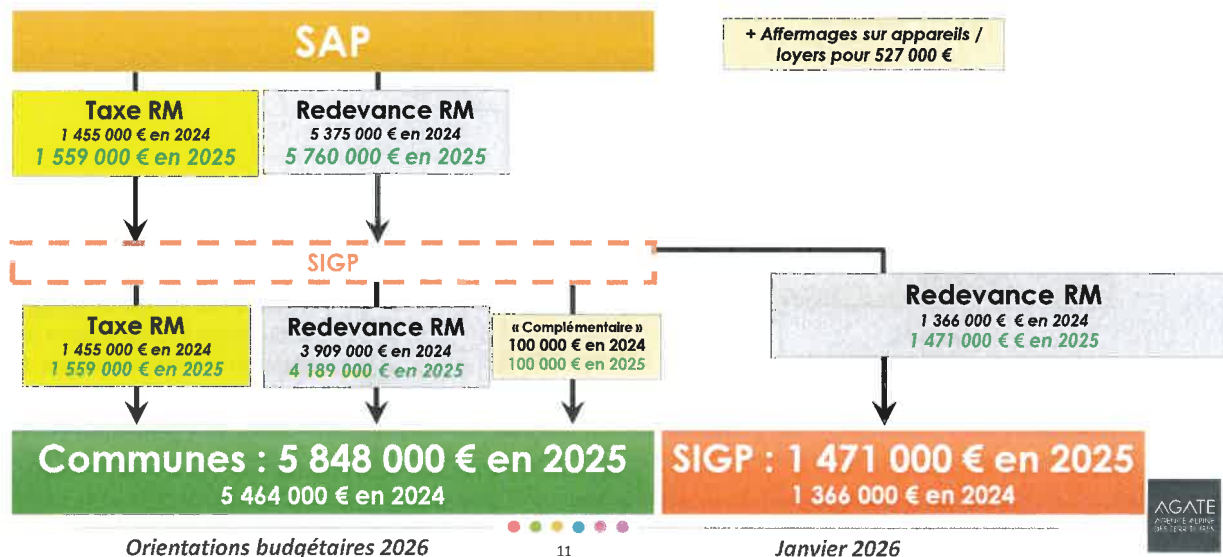
Janvier 2026



10

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

LES FLUX FINANCIERS À PARTIR DES VERSEMENTS SAP AU TITRE DE 2025



11

RÉGIES COMMUNALES DE TAXE DE SÉJOUR

RECETTES PERÇUES DIRECTEMENT

Le SIGP assure la prestation de collecte de la taxe de séjour sur l'ensemble des 3 communes (périmètre station et hors station) :

TOTAL collecté (hors part CD73)

2022 : 2 515 209 €
2023 : 2 799 907 €
2024 : 3 122 085 €
2025 : 3 454 000 €

⇒ Exercice en nette augmentation de 10,6% en 2025

ANNÉE 2025	AIME LA PLAGNE	LA PLAGNE TARENTAISE	CHAMPAGNY EN VANDŌISE	TOTAL
HIVER (part communale)	472 926,21 €	2 334 564,05 €	223 738,34 €	3 031 228,60 €
ÉTÉ (part communale)	53 523,59 €	221 359,32 €	54 018,20 €	328 901,11 €
Taxe départementale hiver	47 292,62 €	233 456,41 €	22 373,83 €	303 122,86 €
Taxe départementale été	5 352,36 €	22 135,93 €	5 401,82 €	32 890,11 €
Versements années antérieures (part communale)	26 299,77 €	54 895,59 €	12 675,43 €	93 870,79 €
Taxe départementale années antérieures	2 629,98 €	5 489,56 €	1 267,54 €	9 387,08 €
TOTAL part communale	551 749,57 €	2 610 818,96 €	290 431,97 €	3 454 000,50 €
TOTAL part départementale	55 274,96 €	263 061,90 €	29 043,20 €	345 400,05 €
TOTAL part communale + part départementale	608 024,53 €	2 871 900,86 €	319 475,17 €	3 799 400,55 €
EVOLUTION PAR RAPPORT A 2024 (part communale + départementale)	AIME LA PLAGNE	LA PLAGNE TARENTAISE	CHAMPAGNY EN VANDŌISE	TOTAL
HIVER	+ 12,19 %	+ 9,42 %	+ 16,90 %	+ 10,36 %
ÉTÉ	- 4,85 %	+ 9,08 %	+ 37,08 %	+ 10,15 %
Versements années antérieures	+ 9,96 %	+ 43,76 %	- 14,34 %	+ 22,07 %
TOTAL	+ 10,17 %	+ 9,94 %	+ 18,26 %	+ 10,61 %

Orientations budgétaires 2026 ● ● ● ● ● ● ●

12

Janvier 2026

AGATE
AGENCE D'AMÉNAGEMENT
URBAIN ET TERRITORIAL

12

1

RETOUR SUR LES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL 2022-2025 (RÉALISATIONS PROVISOIRES POUR 2025)

AGATE

13

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE FONCTIONNEMENT



Orientations budgétaires 2026

14

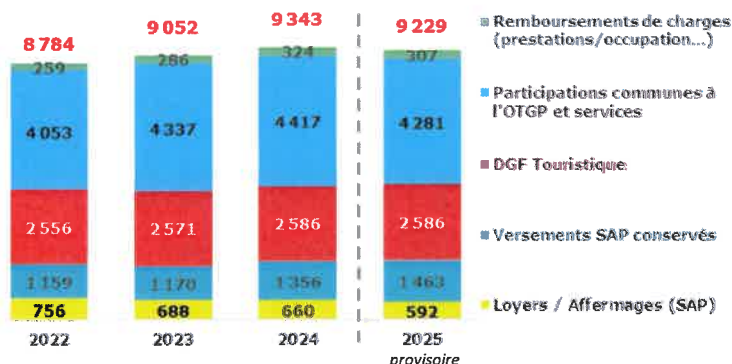
Janvier 2026

AGATE

14

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

RECETTES PROPRES DU SIGP (NETTES DE REVERSEMENTS AUX COMMUNES) EN K€



A RETENIR

Evolution 2024-2025 : -1,6 %

Les recettes propres du SIGP enregistrent en 2025 une légère baisse de **114 K€**, pour un total de **9,23 M€**, dont près de la moitié est consacrée au financement de l'OTGP et des services aux communes.

La redevance SAP atteint un niveau record de **1,46 M€** (net de reversements aux communes).

Les participations communales s'établissent à **4,28 M€**, en baisse de 3 % par rapport à 2024, en lien avec la diminution des refacturations liées aux services mutualisés.

NB : la baisse des loyers SAP s'explique par le démantèlement d'installations anciennes, les nouveaux équipements entrant dans le périmètre de la concession.



Orientations budgétaires 2026

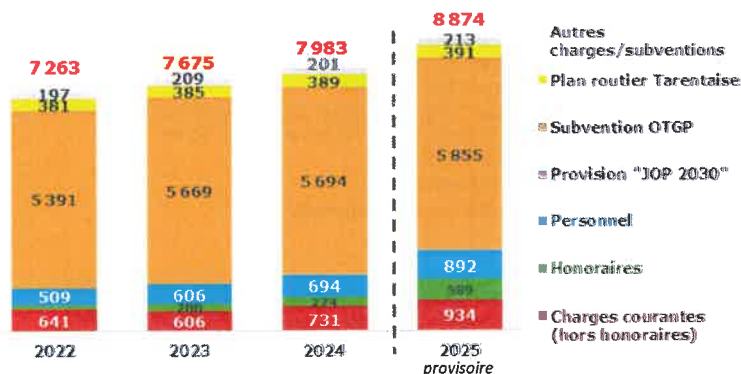
15

Janvier 2026

15

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

CHARGES PROPRES PORTÉES PAR LE SIGP EN K€



A RETENIR

Evolution 2024-2025 : +11,1%

Les charges propres augmentent de **891 K€** sur un an. La subvention à l'OTGP est revalorisée de 3 %.

Les charges d'entretien courant atteignent **952 K€**, intégrant notamment des dépenses d'événementiel liées aux JOP 2030 (**20 K€**), le logiciel de taxe de séjour (**35 K€**) et la hausse des charges locatives (+56 K€).

La masse salariale est estimée à **892 K€**, en lien avec des doublons temporaires de postes et des renforts mobilisés sur des projets structurants (DSP, JOP 2030).

Le niveau des honoraires résulte principalement d'accompagnements ponctuels, liés notamment au renouvellement de la DSP du domaine skiable et à la préparation des JOP 2030, jusqu'en 2025.



Orientations budgétaires 2026

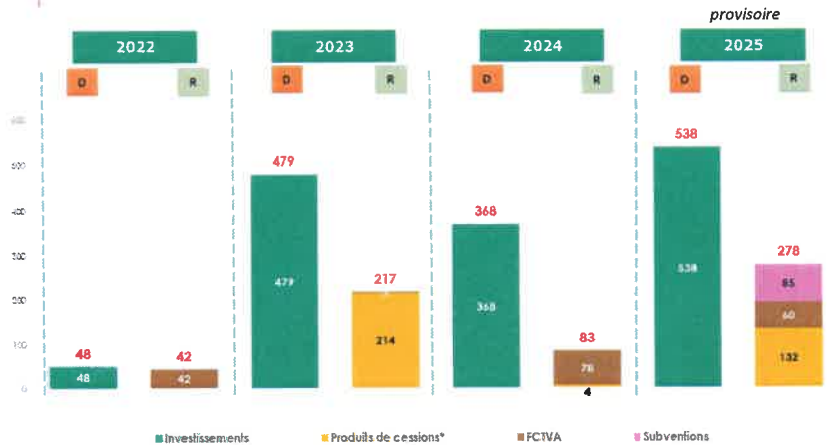
16

Janvier 2026

16

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS EN K€



En 2023 => Cession = TC Bellecôte
En 2025 => Ventes télécabines



A RETENIR

Les investissements réalisés en 2025 s'élèvent à **538 K€**, traduisant un niveau volontairement limité en anticipation des investissements structurants à venir, notamment dans la perspective des JOP 2030.

L'exercice enregistre **85 K€** de subventions pour la tour de glace et **132 K€** de produits de cessions liés à la vente de télécabines.

Aucun nouvel emprunt n'a été mobilisé sur la période **2021–2025**.

Orientations budgétaires 2026

17

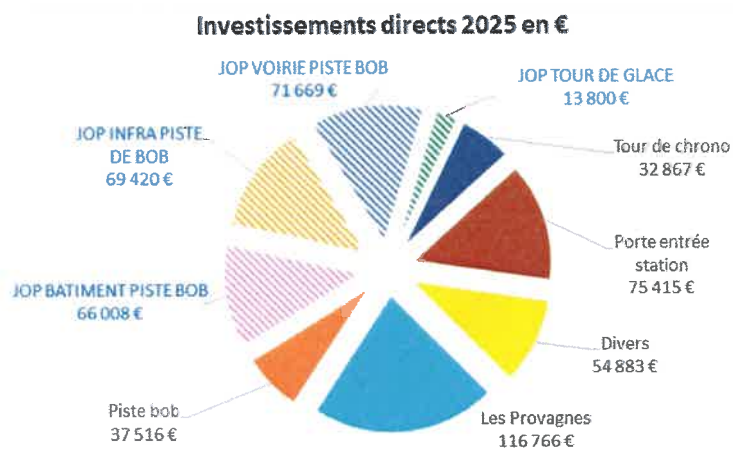
Janvier 2026



17

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR LES INVESTISSEMENTS 2025



A RETENIR

L'investissement direct du SIGP en 2025 s'élève à **538 K€**.

Les principales opérations concernent le bâtiment des Provagnes (bureaux, chauffage) et la piste de bobsleigh.

Les dépenses liées aux JOP 2030 représentent **220 K€**, soit **41 %** des investissements réalisés en 2025 (ces dépenses seront intégrées dans le programme global Solideo).

Les autres opérations portent sur des montants plus limités.

Orientations budgétaires 2026

18

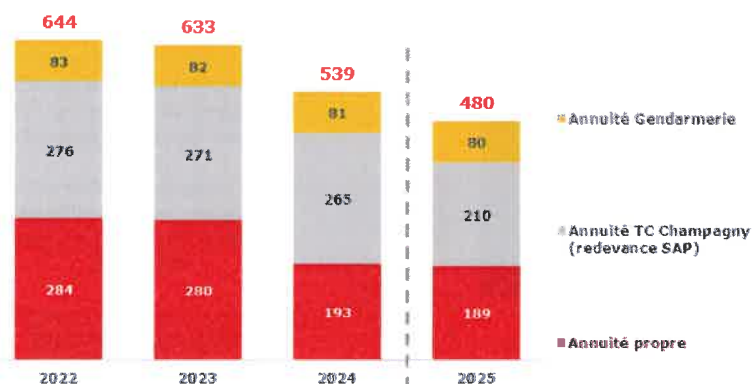
Janvier 2026



18

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

L'annuité de la dette connaît un décrochage en 2024, impactant l'annuité « propre » du SIGP non couverte par la SAP.

Cette évolution s'explique par l'extinction en 2024 de l'emprunt « stade de slalom », qui représentait une charge annuelle de **83 K€**.

En 2025, la baisse de l'annuité liée à la télécabine de Champagne s'accompagne d'une diminution équivalente de la redevance SAP.

Orientations budgétaires 2026

19

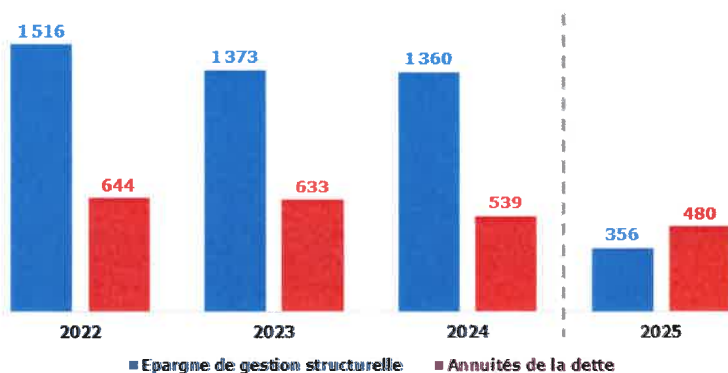
Janvier 2026



19

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

EPARGNE DE GESTION ET ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

Le ratio annuité / épargne de gestion se dégrade en 2025, sous l'effet de la hausse des charges de fonctionnement, dont certaines présentent un caractère ponctuel (honoraires liés à la DSP, tuilages en ressources humaines).

L'équilibre budgétaire demeure toutefois préservé grâce à l'existence d'excédents reportés significatifs.

En %	2 022	2 023	2 024	2 025
Annuité / EG*	42%	46%	40%	142%

*Seuil d'alerte: >80%

Orientations budgétaires 2026

20

Janvier 2026

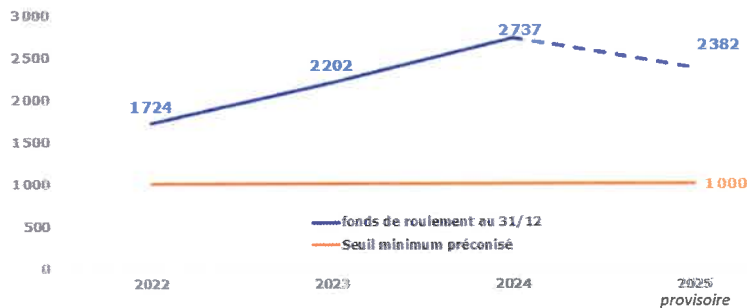


20

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONDS DE ROULEMENT EN K€

Fonds de roulement
Solde de clôture du budget (fonctionnement + investissement) au 31/12 => Résultat disponible pour participer à l'autofinancement des travaux N+1



A RETENIR

Le fonds de roulement connaît une légère érosion en 2025, tout en demeurant à un niveau proche de **2,38 M€**.

Il constitue une photographie des réserves disponibles au 31 décembre, susceptibles de contribuer au financement d'une partie des investissements liés aux JOP 2030.

Orientations budgétaires 2026

21

Janvier 2026



21

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

RÉSULTATS PROVISOIRES DE CLÔTURE PRÉVISIONS 2025

Fonctionnement	2025	Investissement	2025
Recettes 2025	15 231 860 €	Recettes 2025	1 081 878 €
Excédent reporté 2024	2 647 119 €		
		Charges 2025	973 795 €
Charges 2025	15 143 174 €	Déficit reporté 2024	462 175 €
Résultat de l'exercice	2 735 805 €	Résultat de l'exercice	-354 092 €
Résultat de clôture (F + I) 2 381 713 €			

Un résultat de clôture demeurant largement positif, hors restes à réaliser reportés sur 2026 (± 300 K€).

Orientations budgétaires 2026

22

Janvier 2026



22

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

CONCLUSIONS 2022-2025

- > L'exercice 2025 se caractérise par une hausse marquée des charges courantes (+11,1 %), liée pour partie à des dépenses ponctuelles (procédure de DSP) et, pour partie, à la préparation des JOP 2030.
- > La période 2022–2025, marquée par un niveau d'investissement limité, a permis la constitution et le maintien de réserves en anticipation des JOP 2030.
- > Le résultat de clôture 2025 bien qu'en léger repli, devrait avoisiner 2,38 M€. *(attention : cet indicateur ne correspond jamais à la trésorerie disponible en raison des décalages d'encaissements et de décaissements).*

Orientations budgétaires 2026



Janvier 2026



23

2

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

BUDGET PRINCIPAL



24

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRÉVISIONS SUR L'INVESTISSEMENT 2026

➤ **2026 : principaux points d'attention sur le prévisionnel investissement :**

Dépenses d'investissement:

- Les travaux programmés en 2026 reposent sur un recensement technique établi par les services, susceptible d'arbitrages afin de contenir le niveau d'investissement, dans la perspective des investissements structurants à venir, notamment liés aux JOP 2030.

➔ **La capacité d'investissement 2026 est ciblée autour de 1,0 M€**

Recettes d'investissement:

- Les recettes reposent principalement sur le FCTVA, calculé en fonction des travaux réalisés.
- Aucune subvention n'est intégrée à ce stade et aucun recours à l'emprunt n'est envisagé en 2026.

Orientations budgétaires 2026

25

Janvier 2026



25

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS 2026 (LISTE « TECHNIQUE » AVANT ARBITRAGES)

	Budget 2025 (BP + DM)	Réalisation 2025 au 07/01/26	CA 2025	restes à réaliser sur 2026	Nouveaux crédits 2026
DEPENSES					
Opérations d'investissement					
Piste bobsleigh	184 901 €	37 516 €	37 516 €	19 440 €	100 000 €
JOP - Bâtiments piste de bob	300 000 €	66 008 €	66 008 €	54 448 €	50 000 €
JOP - Infrastructures piste de bob	73 068 €	69 420 €	69 420 €		100 000 €
JOP - Voirie piste de bob	193 700 €	71 669 €	71 669 €		15 000 €
JOP - Tour de glace	30 000 €	0 €	13 800 €	7 860 €	
Les Provagnes - bâtiment	102 075 €	0 €	0 €		120 000 €
Les Provagnes - bureaux + informatique	135 000 €	35 710 €	35 710 €	4 560 €	50 000 €
Les Provagnes - chauffage	295 000 €	81 056 €	81 056 €	197 408 €	
Les Provagnes - VMC					15 000 €
VTTAE / E spot	50 000 €	1 007 €	1 007 €		10 000 €
Stade slalom JLC	25 000 €	3 441 €	3 441 €		25 000 €
Hélicoptère					15 000 €
Tour de Glace	23 330 €	6 759 €	6 759 €		40 000 €
Chalet COVA	25 000 €	0 €	0 €		20 000 €
Piste poussée	14 000 €				50 000 €
Porte entrée station	156 300 €	75 415 €	75 415 €		27 800 €
Espace Plagnard	4 000 €	0 €	0 €		15 000 €
Autre stade de slalom	12 000 €	3 611 €	3 611 €	0 €	0 €
Tour de Chrono	45 000 €	32 867 €	32 867 €	12 000 €	5 000 €
Phoenix	14 000 €	11 575 €	11 575 €		40 000 €
Panneaux lumineux					120 000 €
Investissement général	30 000 €		28 490 €		50 000 €
TOTAL	1 712 374 €	496 054 €	538 344 €	295 716 €	867 800 €

Orientations budgétaires 2026

26

Janvier 2026



A RETENIR

Les premiers chiffres pour 2026 intègrent **295 716 €** de reports 2025 et **867 800 €** de nouveaux crédits, soit un total prévisionnel de **1,16 M€** à ce stade.

Dans la mesure du possible il serait toutefois souhaitable de contenir les réalisations effectives autour de **1,0 M€** en exécution.

26

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRÉVISIONS SUR LE FONCTIONNEMENT 2026

- > Sur l'exercice 2026, les prévisions sont basées sur une situation à date au 7 janvier 2026.
- > La prospective 2026 repose sur une hypothèse de chiffre d'affaires du domaine skiable en légère progression par rapport à 2025 (+1 %), portée notamment par de bonnes perspectives en début de saison.



NB : dans un contexte d'incertitude sur la pérennité de la DGF touristique, le choix retenu consiste à maintenir cette recette en crédits de fonctionnement, compte tenu de son niveau comparable aux subventions versées par le SIGP à l'OTGP et au plan routes.

En cas d'évolution défavorable, les modalités de fonctionnement du SIGP devraient être réexaminées.

Orientations budgétaires 2026



27

Janvier 2026



27

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Charges courantes de fonctionnement :

- Les charges de fonctionnement intègrent un volume d'honoraires ramené à **200 K€** hors JOP 2030 (contre **589 K€** en 2025), en lien avec l'achèvement de la procédure de DSP.
- Une provision pour contentieux de **50 K€** est constituée.
- Une enveloppe de **186 K€** est dédiée à la mission JOP – La Plagne 2030.
- La subvention à l'OTGP s'établit à **6 116 542 €** en 2026, en hausse de **4,5 %** par rapport à 2025.
- Une charge exceptionnelle de **45 K€** correspond au reversement à la SAP d'un trop-perçu de redevance lié à la télécabine Roche de Mio.

Orientations budgétaires 2026



28

Janvier 2026



28

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Masse salariale

La masse salariale est estimée à **1,10 M€** en 2026, intégrant des renforts temporaires liés aux projets structurants, notamment les **JOP 2030**, ainsi que des ajustements au sein des services généraux.

Les évolutions d'effectifs portent principalement sur :

- la montée en charge progressive des moyens dédiés aux JOP 2030,
- le renforcement du contrôle des DSP et de la gestion de la taxe de séjour,
- des ajustements de périmètre liés à des départs et à des transferts de missions.

	2022	2023	2024	2025	2026	Evo.
Masse salariale	518 669 €	618 293 €	702 964 €	901 000 €	1 100 000 €	+22%
Sub. OTGP	5 390 762 €	5 669 479 €	5 694 286 €	5 855 222 €	6 116 542 €	+4,5%

Orientations budgétaires 2026

29

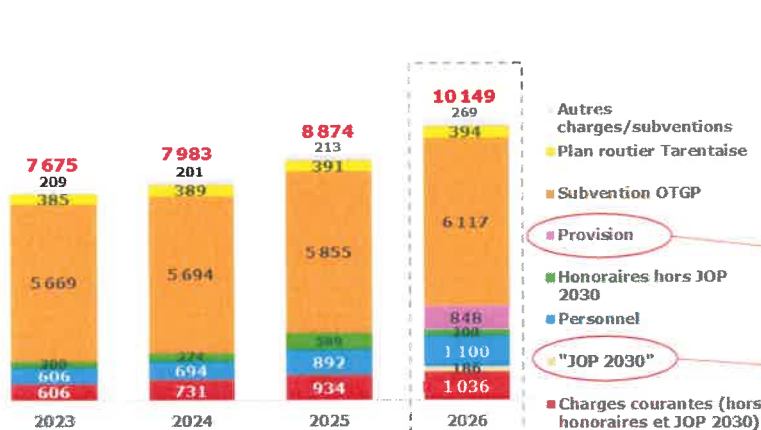
Janvier 2026



29

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PROJECTION DES CHARGES PROPRES DE FONCTIONNEMENT (HORS INTÉRÊTS DE DETTE) EN K€



A RETENIR

La compilation des hypothèses 2026 conduit à un niveau de charges propres estimé à **10,15 M€**.

Ce montant intègre **848 K€** de réserves constituées en anticipation des futurs investissements liés aux **JOP 2030**, sans mobilisation prévue en 2026.

Les charges incluent les dépenses de fonctionnement liées aux JOP (événementiel, prestations, honoraires) ainsi qu'une charge exceptionnelle de **45 K€** correspondant au remboursement à la SAP d'un trop-perçu de redevance sur la télécabine Roche de Mio en 2025.

Orientations budgétaires 2026

30

Janvier 2026



30

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Recettes courantes de fonctionnement :

- Les recettes de taxes et de redevances sur les remontées mécaniques sont estimées sur la base d'une indexation de +1 % par rapport à 2025.

	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe RM	1 186 000 €	1 253 000 €	1 455 000 €	1 559 000 €	1 575 000 €
Redevance RM	4 371 000 €	4 620 000 €	5 375 000 €	5 760 000 €	5 818 000 €

- Les participations des communes aux services sont estimées à **4 589 000 €** (vs 4 280 620 € en 2025) en lien avec la hausse de la subvention à l'OTGP et de la refacturation des charges 2025.
- La DGF touristique est maintenue à **2 586 329 €** conformément au projet de loi de finances 2026.
- Les loyers de la SAP (équipements et appareils) évoluent en fonction de l'extinction d'emprunts existants.

Orientations budgétaires 2026

31

Janvier 2026



31

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR LES RECETTES SAP EN €

En 2026, l'hypothèse retenue repose sur le maintien d'une activité favorable, proche de celle de 2025, avec une progression estimée à **+1 % du chiffre d'affaires**.

Fin de la DSP actuelle en juin 2027

	2022	2023	2024	2025	2026
Redevance RM (5,5% du CA)	4 371 328	4 619 983	5 374 865	5 760 218	5 817 820
Taxe RM (1,5% du CA)	1 185 934	1 253 066	1 470 002	1 559 095	1 574 686
VERSEMENTS SAP sur CA	5 557 262	5 873 049	6 844 867	7 319 314	7 392 507
Reversement aux communes	4 465 082	4 713 054	5 478 995	5 848 345	5 905 828
Taxe RM	1 185 934	1 253 066	1 470 002	1 559 095	1 574 686
Redevance RM (4% sur 5,5%) + 100 K€	3 279 148	3 459 988	4 008 993	4 289 250	4 331 142
Solde (gardé par le SIGP)	1 092 180	1 159 995	1 365 872	1 470 969	1 486 678
+					
Loyers et affermage versés par la SAP	679 775	617 207	579 689	527 277	320 154



Les loyers versés par la SAP devraient diminuer de 202 K€ en 2026, en lien avec la disparition du loyer de la télécabine Roche de Mio consécutive à la mise en service du nouvel appareil.

Orientations budgétaires 2026

32

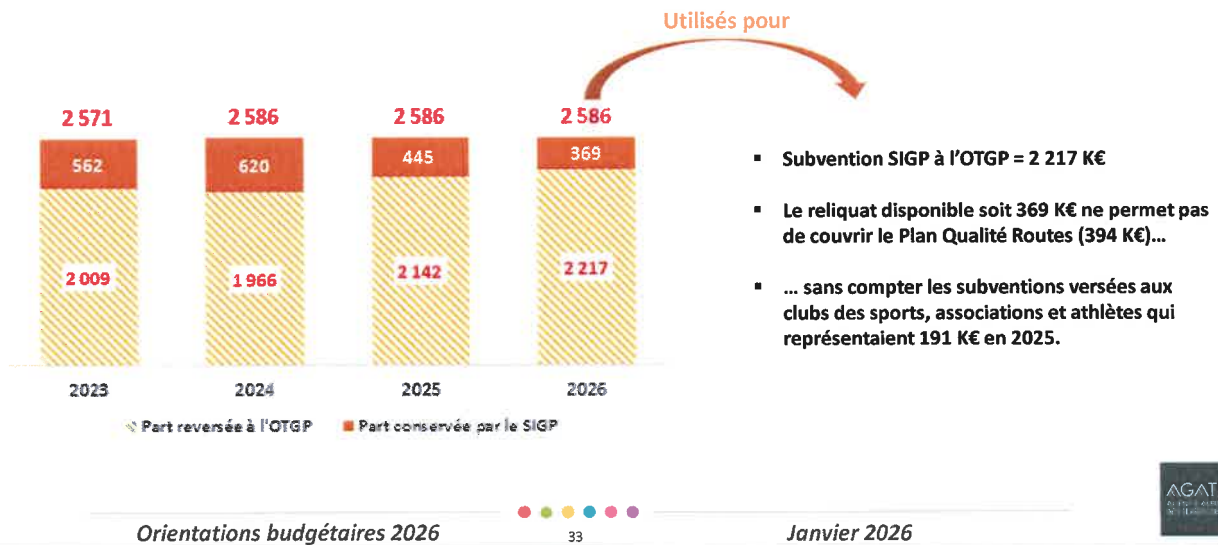
Janvier 2026



32

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

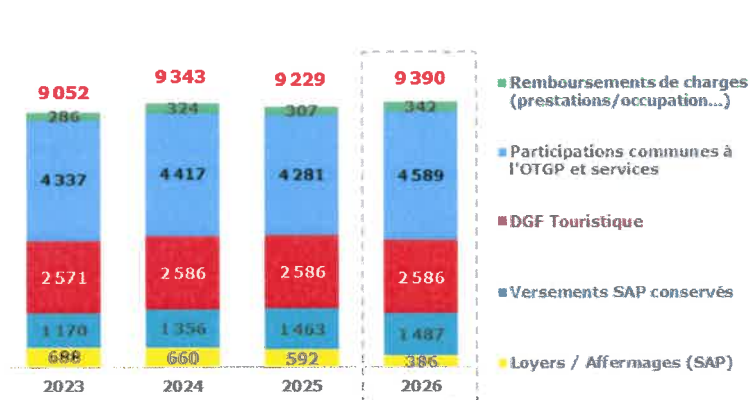
ZOOM SUR LA DGF TOURISTIQUE EN K€



33

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PROJECTION DES RECETTES PROPRES DE FONCTIONNEMENT (NETTES DES REVERSEMENTS AUX COMMUNES) EN K€



A RETENIR

La compilation des hypothèses 2026 conduit à un niveau de recettes propres estimé à 9,39 M€.

Les participations des communes aux services et infrastructures sont provisoirement estimées en hausse de 7 %, cette hypothèse devant être confirmée ou ajustée.

La baisse des loyers versés par la SAP, liée à la disparition du loyer de la télécabine Roche de Mio (-202 K€), impacte significativement les recettes.



NB : dans le contexte incertain de pérennité de la DGF TOURISTIQUE le parti pris est de maintenir cette recette à l'identique dans notre étude.

Orientation budgétaires 2026

34

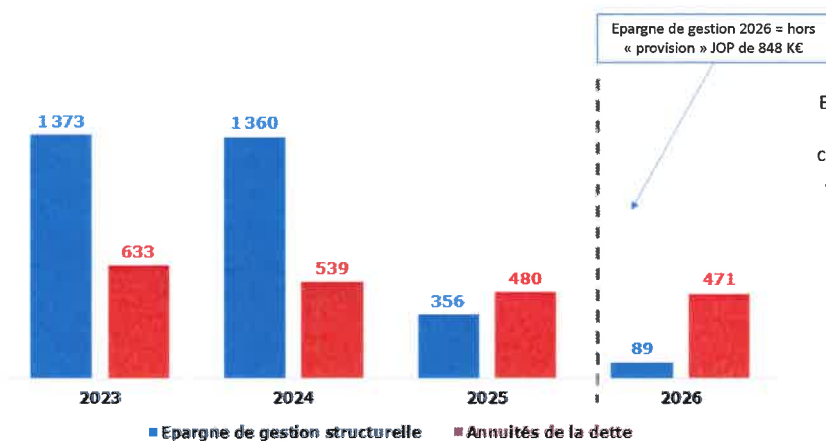
Janvier 2026



34

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

EPARGNE DE GESTION ET ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

En 2026, le ratio annuité / épargne demeure défavorable, en lien avec la hausse des charges de fonctionnement liées à la mission JOP 2030 et à l'intégration d'une **provision pour contentieux de 50 K€**.

L'équilibre budgétaire reste toutefois préservé grâce à l'existence d'excédents reportés significatifs.

Orientations budgétaires 2026

35

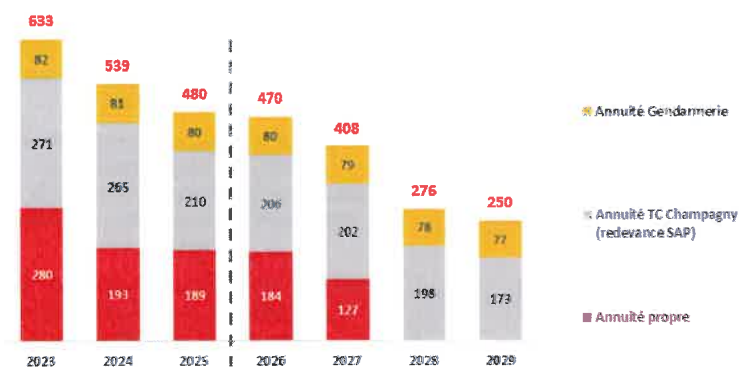
Janvier 2026



35

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ANNUITÉ DE LA DETTE LONG TERME ACQUISE AU 1^{ER} JANVIER 2026 - EN K€



A RETENIR

Après la baisse enregistrée en 2024, liée à l'extinction de l'emprunt du stade de slalom, l'annuité de la dette poursuivra sa diminution en **2027–2028**, avec l'extinction des emprunts relatifs au bâtiment des Provagnes et à la piste de bobsleigh.

En 2025, la baisse de l'emprunt de la télécabine de Champagne s'accompagne d'une diminution équivalente du loyer SAP.

La dette en capital s'établit à **1 937 595 €** au 01/01/2026 et **1 502 813 €** au 01/01/2027, pour un besoin annuel de financement de **–434 782 €**.

Orientations budgétaires 2026

36

Janvier 2026



36

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

SYNTHÈSE 2026

- > Les projections 2026 intègrent, comme en 2025, des dépenses ponctuelles, liées notamment au démarrage des charges associées aux **JOP 2030** et à la constitution d'une **provision pour contentieux de 50 K€**, avec un décalage d'un exercice pour leur refacturation aux communes.
- > La trajectoire financière 2026 permet de préserver environ **848 K€ de réserves** destinées au reste à charge des travaux de la piste **Bobsleigh–Luge–Skeleton**, financés par la **SOLIDEO**.
- > L'enjeu demeure de maximiser le niveau de réserves en amont de la période **2027–2031**, marquée par les appels de fonds de la **SOLIDEO** pour la rénovation de la piste BLS.

Orientations budgétaires 2026

37

Janvier 2026



37

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR L'IMPACT DES JOP 2030

Dépenses de fonctionnement

Montée en charge des dépenses liées à la préparation des **JOP 2030** (études, prestations, déplacements, accueil des délégations), pour une enveloppe estimée à **186 K€**, ainsi qu'un impact sur la masse salariale évalué à **150 K€** en lien avec les recrutements envisagés.

Investissements

Les échanges se poursuivent avec la **SOLIDEO** pour préciser le chiffrage des travaux et le reste à charge du SIGP, estimé entre **20 % et 30 %**. Le phasage des appels de fonds s'étalerait sur la période **2027–2031**.

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	TOTAL
* Estimation haute							
** Prise en charge 30% SIGP (objectif de 20%)							
Dépenses SOLIDEO*	4 500 000 €	15 000 000 €	14 000 000 €	9 000 000 €	500 000 €		43 000 000 €
Participation SIGP**		1 350 000 €	4 500 000 €	4 200 000 €	2 700 000 €	150 000 €	12 900 000 €



Le recours à un emprunt pourrait s'avérer nécessaire en **2028–2029** pour finaliser le financement des travaux. L'annuité correspondante serait en tout ou partie couverte par le futur contrat de DSP, qui prévoit une contribution annuelle du délégataire de **425 K€** dédiée à cette opération.

Orientations budgétaires 2026

38

Janvier 2026



38

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN €

	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
011	Charges à caractère général	2 229 967	1 523 003	2 269 451
012	Masse salariale	907 150	900 000	1 100 000
65	Autres Charges	6 664 612	6 460 961	6 734 542
66	Frais financiers	45 557	45 557	35 567
67	Charges exceptionnelles	5 000	0	50 000
014	Reversements taxe et redevance RM (communes)	5 540 000	5 847 926	5 905 828
TOTAL DES CHARGES REELLES		15 392 286	14 777 447	16 095 388
Virement à l'investissement		1 802 678		1 326 992
Ecritures d'ordre		257 429	389 611	260 000
TOTAL DEPENSES		17 452 393	15 167 058	17 682 380

Dont 848 K€ de « réserves » pour les travaux JOP 2030
Dont 50 K€ de provision « contentieux »
Dont 186 K€ d'événementiel JOP 2030

Dont 6 116,5 K€ de subvention OTGP
Dont 394 K€ de Plan Qualité Routes
Dont 202,5 K€ de subventions versées (assoc.+ club bob / club des sports / ski clubs...)

+Dont 45 K€ remboursement SAP Roche de Mio

+1% par rapport à 2025

Amortissement des biens

Orientations budgétaires 2026

39

Janvier 2026



39

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN €

	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
70	Produits des services	204 174	298 641	342 000
73	Taxe RM	1 480 000	1 559 000	1 574 686
74	Dotations et subventions	7 069 238	6 875 387	7 175 329
75	Autres recettes	6 047 410	6 344 336	6 204 201
77	Produits exceptionnel	1 000	141 662	1 000
013	Atténuations de charges	0	7 734	0
TOTAL DES RECETTES REELLES		14 801 822	15 226 759	15 297 216
Ecritures d'ordre		3 451	3 451	3 451
Excédents reportés		2 647 119	2 647 119	2 381 713
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		17 452 393	17 877 330	17 682 380

Refacturations personnel et charges aux communes / OTGP / SAP

Dont 2 586 K€ de DGF touristique
Dont 4 589 K€ de participations des communes

Redevances et loyers SAP (avec -202 K€ pour Roche de Mio)

Orientations budgétaires 2026

40

Janvier 2026



40

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN €

		BP 2025	CA 2025	DOB 2026
16	Emprunts et dettes	431 955	432 000	435 000
21	Immobilisations	1 712 374	535 769	1 163 541
	TOTAL DEPENSES REELLES	2 144 329	967 769	1 598 541
	Ordre entre sections	3 451	3 451	3 451
	Déficit Reporté	462 175	462 175	351 517
	TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2 609 955	1 433 395	1 953 509

Capital de dette existante

295 K€ de reports 2025
868 K€ de nouveaux crédits selon tableau PPI détaillé

Orientations budgétaires 2026

41

Janvier 2026



41

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES D'INVESTISSEMENT EN €

		BP 2025	CA 2025	DOB 2026
10	Apports et dotations	549 848	606 850	366 517
13	Subventions reçues	0	85 350	0
21	Immobilisations	0	66	0
	TOTAL RECETTES REELLES	549 848	692 267	366 517
	Virement du fonctionnement	1 802 678	0	1 326 992
	Ordre entre sections	257 429	389 611	260 000
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 609 955	1 081 878	1 953 509

Dont 15 K€ de FCTVA
Dont 351,5 K€ d'affectation de résultat 2025

Amortissement des biens

Orientations budgétaires 2026

42

Janvier 2026



42

3

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

AGATE
Ardennes
Généralistes

43

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

RÉSULTATS PROVISOIRES DE CLÔTURE PRÉVISIONS 2025



Fonctionnement	2025	Investissement	2025
Recettes 2025	1 100 776 €	Recettes 2025	1 035 190 €
Excédent reporté 2024	535 593 €	Excédent reporté 2024	1 055 938 €
Charges 2025	1 419 428 €	Charges 2025	801 443 €
Résultat de l'exercice	219 940 €	Résultat de l'exercice	1 289 685 €
Résultat de clôture (F + I) 1 506 525 €			

Un résultat de clôture toujours largement positif

NB : hors restes à réaliser reportés sur 2026 (+/- 32 000 €).

Orientations budgétaires 2026



44

Janvier 2026

AGATE
Ardennes
Généralistes

44

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS 2026 (LISTE « TECHNIQUE » AVANT ARBITRAGES)



En €

	Budget 2025 (BP + DM)	Réalisation 2025 au 04/11	CA 2025	restes à réaliser sur 2026	Nouveaux crédits 2026
DEPENSES					
Opérations d'investissement					
AMO Technique					15 000
Dossier d'autorisation environnementale captage de la mine					36 450
ACIER 1800 - ACIER 1800	150 000	0	0		125 000
ACIER PC	193 946	43 946	43 946		14 000
COLLECTEUR EU - COLLECTEUR EU	66 840	22 420	14 323	8 097	
COMPOSTAGE BOUE	228 252	49 252	49 252		29 050
CUVELAGE PV	90 000	0	0		
DOUBLE CUNETTE - DOUBLE CUNETTES EU ALTITUDE	177 615	37 615	37 615		30 000
ECP - EAUX CLAIRES PARASITES OUTIL DE MESURE	22 485	7 485	7 485		
RESEAUX - RENFORCEMENT RESEAUX	153 350	42 854	18 464	24 390	77 219
RETENUE BLANCHET - INSTRUMENTATION DEBIT DE FUITE					50 100
PROTECTION ROCHER FENDU	100 000	0	0		60 000
UDEP EU - USINE DEPOLUTION - STEP	100 000	7 874	7 874		
USINE REMINERAL - USINE REMINERALISATION AEP BELLE PLAGNE	100 000	0	0		
ZAC DES MOUTONS - ZAC DES MOUTONS					176 700
ARCO TIRE RESERVOIR BOURTES PV					25 000
CANALISATIONS STATION POMPAGE MINE					52 000
PROVISION POUR TRAVAUX FUTURS					939 764
TOTAL	1 382 488 €	211 447 €	178 960 €	32 487 €	1 630 283 €



A RETENIR

Les premiers chiffres 2026 comprennent :

- 690 000 € de nouveaux crédits identifiés sur des opérations
- 32 000 € de reports 2025
- 940 000 € de « réserves » pour de futures dépenses d'investissement



Orientations budgétaires 2026

45

Janvier 2026

45

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

RAPPEL DES DONNÉES DE FACTURATION



Eau potable:

Assiettes de facturation = 596 abonnés pour 403 000 m3 facturés (en 2024)

Tarifs 2025 - Part syndicale SIGP :

€ Abonnement = 10 € (+ contributions au m2)
Part variable = 0,1617 € / m3

Assainissement :

Assiettes de facturation = 569 abonnés pour 761 000 m3 facturés (en 2024)

Tarifs 2025 - Part syndicale SIGP :

€ Abonnement = 18,50 €
Part variable = 0,3357 € / m3



Orientations budgétaires 2026

46

Janvier 2026

46

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
011 Charges à caractère général	79 084	228 182	113 598	36 216
dont Honoraires	44 429	200 000	104 697	25 796
012 Masse salariale	60 016	86 553	86 553	80 000
66 Frais financiers	202 289	188 577	188 577	175 139
67 Charges exceptionnelles		20 000	0	1 000
014 Reversements Redevances performances				15 000
TOTAL DES CHARGES REELLES	341 389	523 312	388 728	307 355
023 Virement à l'investissement		4 996		0
042 DAP	993 016	1 030 700	1 030 700	1 050 000
022 Dépenses imprévues		40 000		
TOTAL DEPENSES	1 334 405	1 599 008	1 419 428	1 357 355

Accompagnement ADRIAL

Ingénieur+ refacturations budget principal

Amortissement des biens

Orientations budgétaires 2026

47

Janvier 2026



47

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
70 Produits des services	850 092	540 000	552 523	600 000
dont Ventes Eau	419 334	250 000	250 000	260 000
dont Frais de contrôle eau	33 884	30 000	32 069	35 000
dont Ventes Assainissement	352 900	230 000	230 000	255 000
dont Frais de contrôle assst	39 950	30 000	40 453	35 000
dont autres recettes	4 025			15 000
74 Dotations et subventions	222 970	150 000	167 352	167 000
75 Autres recettes	25 364	25 000	25 000	25 000
77 Produits exceptionnel		0	7 485	0
TOTAL DES RECETTES REELLES	1 098 426	715 000	752 361	792 000
042 Écritures d'ordre	348 415	348 415	348 415	348 415
002 Excédents reportés	423 156	535 593	535 593	216 940
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 869 998	1 599 008	1 636 368	1 357 355

Tarifs inchangés en 2026

Convention de déversement des communes
Prime pour épuration

Redevance occupation on tower

Orientations budgétaires 2026

48

Janvier 2026



48

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
16 Capital de dette	260 850	269 578	269 578	278 500
20 Etudes				51 450
21 Immobilisations	366 837	1 382 488	178 960	1 611 320
13 Subventions			4 490	
TOTAL DEPENSES REELLES	627 717	1 652 067	453 028	1 941 270
040 Ordre entre sections	348 415	348 415	348 415	348 415
020 Dépenses imprévues		91 152		50 000
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	976 133	2 091 634	801 443	2 339 685

Capital de dette existante

AMO

Détail selon PPI

Orientations budgétaires 2026

49

Janvier 2026



49

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES D'INVESTISSEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
13 Subventions reçues			4 490	0
TOTAL RECETTES REELLES	0	0	4 490	0
021 Virement du fonctionnement		4 996		0
040 Ordre entre sections	993 016	1 030 700	1 030 700	1 050 000
001 Excédents d'investissement reportés	1 039 055	1 055 938	1 055 938	1 289 685
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 032 071	2 091 634	2 091 128	2 339 685

Amortissement des biens

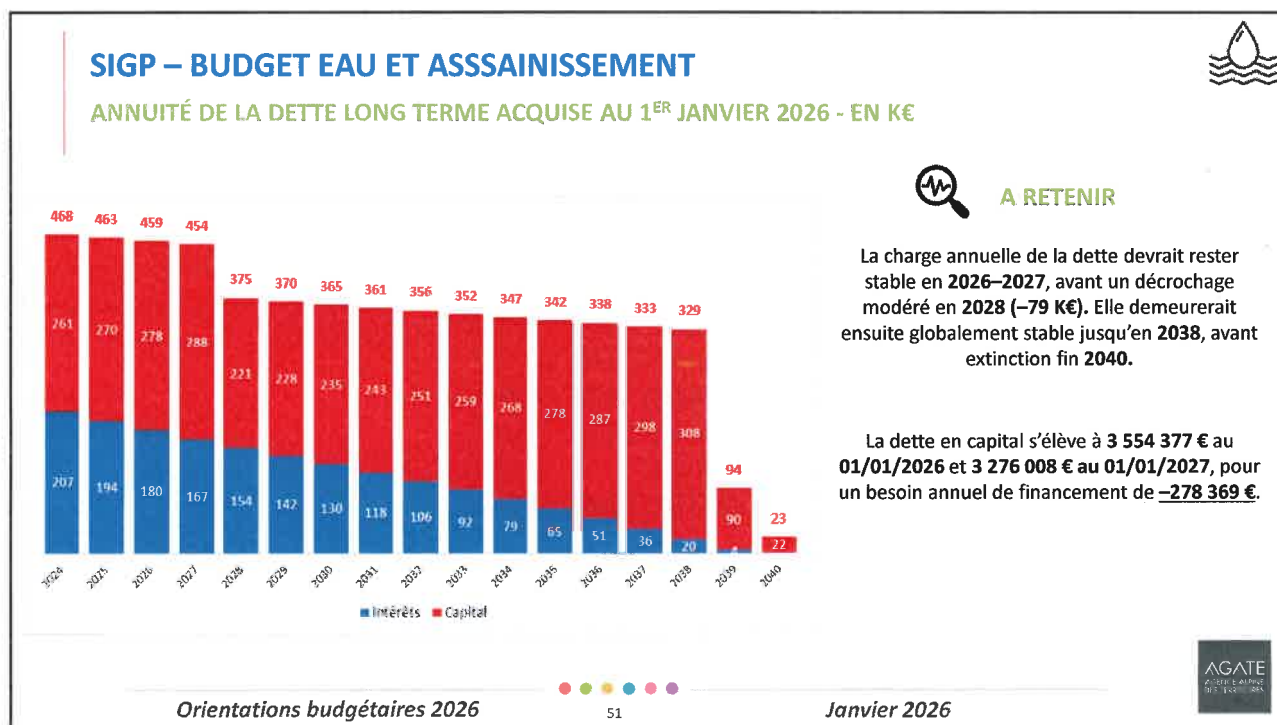
Orientations budgétaires 2026

50

Janvier 2026



50



51

Agate, Agence Alpine des Territoires

Bâtiment Évolution • 25 Rue Jean Pellerin • 73000 Chambéry

04 79 68 53 00 • contact@agate-territoires.fr

www.agate-territoires.fr

AGATE

52



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13

Date de convocation :

14/01/2026

Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date d'affichage :

14/01/2026

Nombre de membres présents : 12

Nombre de votants : 11

Nombre de suffrages exprimés : 11

Délibération n° 20260120-006

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.
Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.
M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.
M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.
M. Jean-Luc BOCH, titulaire.
M. Pierre OUGIER, titulaire.
M. Romain ROCHET, titulaire.
M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.
M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) :

Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.
MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : ouverture de crédits pour le versement aux jeunes athlètes du premier acompte de soutien en janvier 2026, dans l'attente du vote du budget principal 2026 du SIGP.

M. le Vice-président délégué aux finances :

Vu les délibérations antérieures fixant les conditions d'octroi de soutien aux jeunes athlètes de La Plagne, et notamment la délibération n° 2025-018 du 08 avril 2025 fixant les dernières conditions et entérinant le nouveau modèle de contrat de soutien aux athlètes de La Plagne.

Fait savoir qu'il est nécessaire de délibérer pour permettre de verser aux jeunes athlètes retenus par la Commission une avance sur le montant à octroyer au titre de l'année 2026, dans l'attente du vote du budget principal 2026 du SIGP.

Précise la liste des athlètes potentiellement bénéficiaires cette année, s'ils remplissent l'ensemble des conditions au moment du versement de l'acompte, pour les 3 disciplines suivantes :

- o Bobsleigh / luge / skeleton.
- o Ski / freestyle.
- o Escalade sur glace.

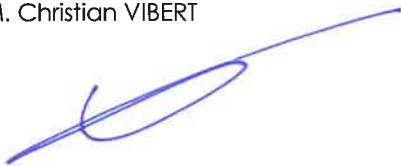
Signale les montants attribués par la Commission, à savoir : 15.000 € pour les circuits coupe du Monde (3.000 €/athlètes inscrit sur le circuit) et 28.500 € pour les circuits coupe d'Europe (1.500 €/ athlètes inscrits sur le circuit) pour un total de 43.500 € qui seront à inscrire au budget principal 2026 du SIGP.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Accepte le principe de verser en janvier 2026 aux jeunes athlètes remplissant les conditions un premier acompte de bourse de soutien due au titre de l'année 2026, à hauteur de 50 % du montant total à recevoir, dans l'attente du vote du budget principal 2026 du SIGP**
- **Décide de verser aux jeunes athlètes retenus par la Commission l'acompte, s'ils remplissent les conditions existantes et sur présentation des justificatifs de déplacement.**
- **Charge le président de notifier la présente délibération aux clubs, aux bénéficiaires et à Mme la Trésorière syndicale de Moûtiers.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAINE**
1355 Route d'Aïme - Les Provagnes
73210 LA PLAINE TARENTAISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13
Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5

Date de convocation :
Date d'affichage :

14/01/2026
14/01/2026

Nombre de membres présents : 12
Nombre de votants : 9
Nombre de suffrages exprimés : 9

Délibération n° 20260120-007

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (9) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.
Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.
M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.
M. Jean-Luc BOCH, titulaire.
M. Pierre OUGIER, titulaire.
M. Romain ROCHET, titulaire.
M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.
M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présents (3) :

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.
M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

OBJET : présentation du rapport d'orientation budgétaire 2026 du budget annexe Eau et Assainissement du SIGP.

Compétences optionnelles « Eau et Assainissement collectif » :
depuis le 01 janvier 2016, seuls les délégués des communes d'Aime-La-Plagne
et de La Plagne Tarentaise ayant transféré les compétences « Eau et
Assainissement collectif » au Syndicat pour les sites d'altitude participent aux
votes concernant l'eau et l'assainissement.

M. le Vice-président délégué à l'eau et à l'assainissement :

Vu le code général des collectivités et notamment les articles L. 2312-1 et L. 3312-1,

Confirme que l'assemblée délibérante doit prendre acte de la tenue d'un débat d'orientation budgétaire et de l'existence d'un rapport sur la base duquel se tient ce débat.

Rappelle qu'en préambule de la présente séance plénière AGATE TERRITOIRES a présenté les premiers éléments de clôture de 2026 et les perspectives financières du budget annexe de l'eau et de l'assainissement du SIGP pour l'année 2026,

Vu les échanges et après avoir présenté à l'assemblée le rapport d'orientations budgétaires de l'année 2026,

Invite le Comité syndical :

- o À procéder au débat d'orientation budgétaire.
- o À acter par un vote la tenue du débat sur la présentation du rapport d'orientation budgétaire.

Indique que le rapport sera annexé à la présente délibération.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **Prend acte du rapport d'orientation budgétaire et du débat d'orientation budgétaire qui s'en est suivi.**
- **Indique que les principales orientations seront traduites dans le budget annexe Eau et Assainissement 2026 du SIGP.**
- **Charge le président d'annexer à la présente délibération la note de synthèse projetée en séance.**
- **Charge le président de notifier la présente délibération à Mme la Trésorière de Moûtiers.**

AINSI DELIBERE

Le Secrétaire de séance,
M. Christian VIBERT



Le Président,
M. Jean-Luc BOCH

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE**
1355 Route d'Aime - Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTEISE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble; 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).




SI DE LA GRANDE PLAGNE ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

Conseil Syndical – 20 janvier 2026




1

LE DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE




Le débat d'orientations budgétaires constitue une obligation réglementaire pour les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les établissements publics de coopération intercommunale et syndicats comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales.




Le débat porte notamment sur :

- les orientations générales du budget,
- l'évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes,
- les engagements pluriannuels envisagés,
- la structure et l'évolution de l'encours de dette ainsi que les perspectives financières à moyen terme




Il fait l'objet d'une **délibération spécifique**, distincte de celle du budget, ayant pour objet d'acter la tenue du débat.




Le DOB doit se tenir **dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif** par l'assemblée délibérante.

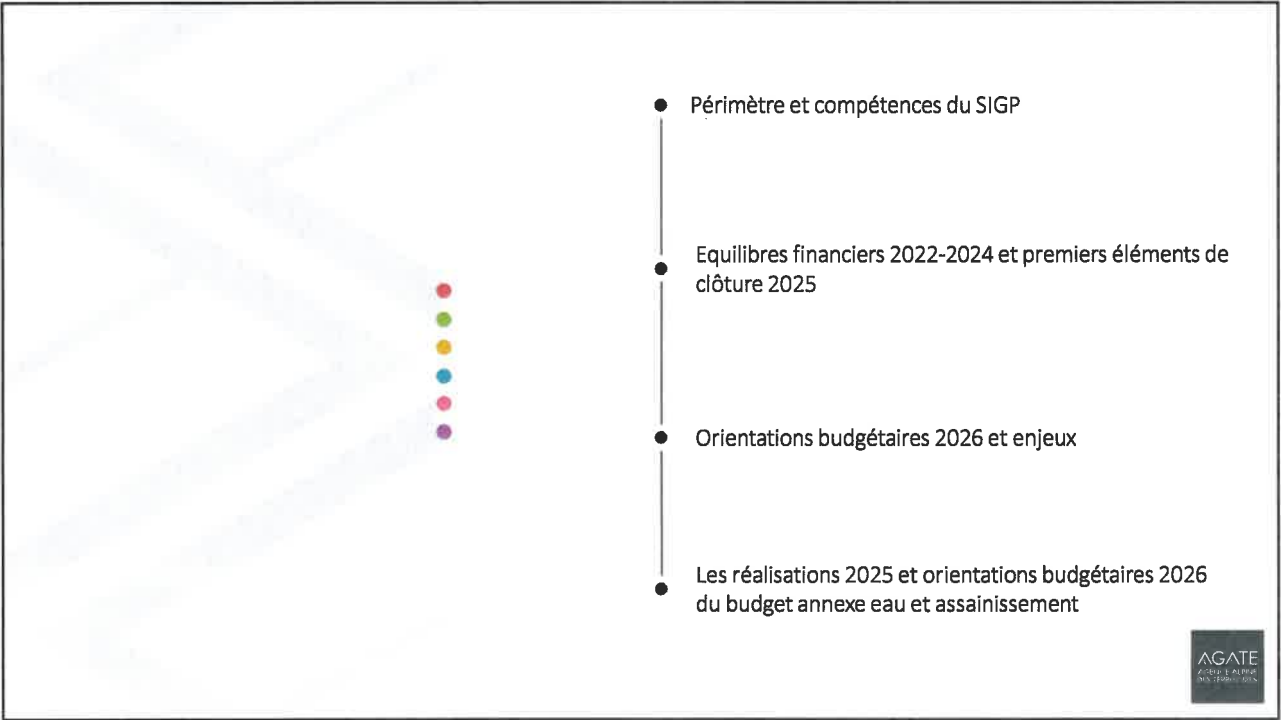
Orientations budgétaires 2026



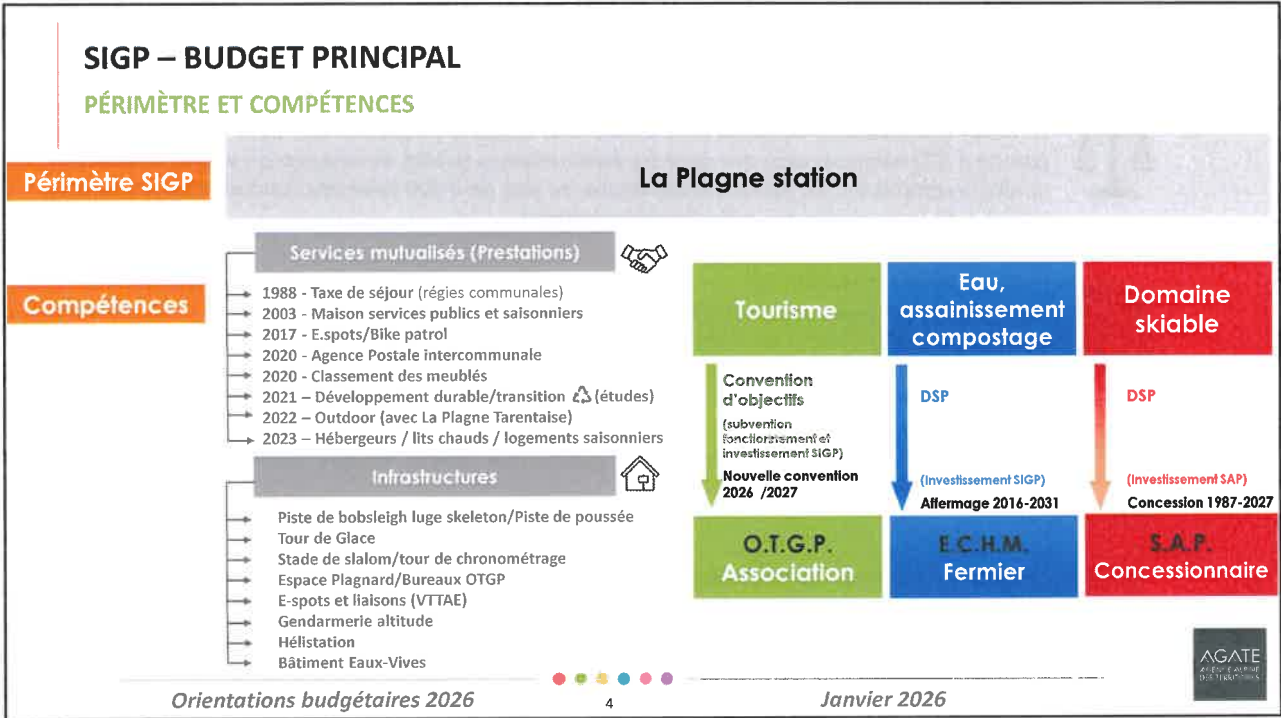
Janvier 2026



2



3



4

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRESTATIONS DE SERVICES « À LA CARTE »

Le SIGP réalise, hors compétences statutaires, des prestations de services pour le compte des communes afin de mutualiser certaines missions à l'échelle de la station.

Ces prestations sont facturées à coût réel, selon le principe du « service fait », sans application de marge, et donnent lieu à un appel de fonds auprès des communes concernées.

Pour les communes d'Aime La Plagne et de La Plagne Tarentaise, les services sont refacturés selon une clé inchangée depuis 2009 (22,7% ALP et 77,3% LPT). Le SIGP porte également certains emprunts et refacture les annuités correspondantes (ex. : gendarmerie).

Pour les trois communes, la répartition repose sur les critères « historiques domaine skiable » (15,4 % ALP / 12,4 % Champagny / 72,2 % LPT), conformément aux délibérations de 2015, 2016 et 2020.

Les services mutualisés couvrent à la fois des missions anciennes (taxe de séjour), récentes (Agence postale – 2020) et nouvelles (logement des travailleurs saisonniers – 2023).

Orientations budgétaires 2026



Janvier 2026



5

Services mutualisés (Prestations « à la demande » des communes)

Le SIGP réalise ces prestations sous la forme de services mutualisés et assure également la gestion d'infrastructures concourant au développement et au fonctionnement de la station de La Grande Plagne.



SERVICES MUTUALISES
(Assurés par des personnels dédiés)

Financement 3 communes ou 2 communes (ALP et LPT)

- **Taxe de séjour** (depuis 1988) – Tenue des 3 régies communales (2 ETP) – 3 communes
- **Maison des services public** (depuis 2003) (1 ETP) – 2 communes
- **Classement des meublés de tourisme** (depuis 2006) (0,6 ETP) – 3 communes
- **Bike patrol** (depuis 2017) (2 ETP) – 2 communes
- **Agence postale intercommunale** (novembre 2020) (0,4 ETP) – 2 communes
- **Développement Durable** (janvier 2021) (0 ETP) – 3 communes
- **Outdoor** (juin 2022) (0,5 ETP) – 3 communes
- **Logement des Saisonniers** (février 2023) (0,5 ETP) – 3 communes
- **Services aux hébergeurs** (février 2023) (0,5 ETP) – financement SIGP
- **Jeux olympiques 2030** – 3 communes : proposition à acter par une délibération



**Mandat
2020-2026**

Orientations budgétaires 2026



Janvier 2026



6

Services mutualisés
 (Prestations « à la demande » des communes)

SERVICES MUTUALISÉS - DEPENSES REALISÉES 2025

SERVICES MUTUALISES	TOTAL DEPENSES
2 COMMUNES (ALP/LPT)	
AGENCE POSTALE	28 848 €
CHARGES COPROPRIETE	65 816 €
BIKE PATROL	110 929 €
LOGEMENT SAISONNIER	80 307 €
MSAP	65 030 €
TOTAL	350 930 €
3 COMMUNES	
CLASSEMENT	45 046 €
DEVELOPPEMENT DURABLE	43 850 €
TAXE DE SEJOUR	131 039 €
JOP 2030	55 638 €
TOTAL	275 574 €

Orientations budgétaires 2026

7

Janvier 2026

AGATE
 ASSOCIATION
 DES GEMMES

Rappel : Ces interventions « à la carte » ne sont pas des compétences propres du SIGP.

Il s'agit de missions transversales GRANDE PLAGNE, confiées de leur plein chef par les communes.

Les charges de 2025 sont refacturées en 2026 aux communes.

Evolution 2024-2025 : +156 K€
 (hausse des postes taxe de séjour et JOP 2030)

7

Infrastructures
 (Prestations « à la demande » des communes)

Le SIGP investit (I) et supervise la gestion (F) de certaines infrastructures contribuant au développement et à l'offre de services de la station de **La Grande Plagne**.
INFRASTRUCTURES (autres que domaine skiable et Eau/assainissement)

- Piste de Bobsleigh / luge / skeleton (confiée en exploitation à l'association "Bob Luge France - La Plagne" - convention de 4 ans jusqu'au 15 juillet 2026)
- Piste de poussée
- Stade JL CRETIER
- Hélistation
- Gendarmerie
- Outdoor (activités de pleine nature)
- Chalet (convention occupation avec la COVA)

- Tour de glace (étudier le transfert de cet équipement au SIGP ?)
- Tour Chrono
- Bâtiments (ESPACE PLAGNARD/PHOENIX/BATIMENT EAUX VIVES/PROVAGNES...)
- e.spots et liaisons - VTT à assistance électrique

Biens immobiliers : les annuités de dette afférentes à certains équipements (gendarmerie, copropriétés, gares RM, Phoenix, Espace Plagnard, OTGP altitude...) sont refacturées aux communes concernées.

Les charges d'investissement sont répercutables aux communes, à l'exception historique des Provagnes et du Chalet. Les charges de fonctionnement sont intégralement refacturées aux communes (ex. : stade JLC, piste de bobsleigh, cascade).

Les investissements mobiliers font l'objet d'une refacturation aux communes au titre de l'amortissement des biens.

Orientations budgétaires 2026

8

Janvier 2026

AGATE
 ASSOCIATION
 DES GEMMES

8



Infrastructures (Prestations « à la demande » des communes)

INFRASTRUCTURES - DÉPENSES REALISÉES 2025

	TOTAL	FONCTIONNEMENT	EMPRUNT
INFRASTRUCTURES			
2 COMMUNES (ALP/LPT)			
HELISTATION	35 832 €	35 832 €	0 €
GENDARMERIE	151 071 €	77 738 €	73 333 €
STADE SLALOM + TOUR CHRONO	8 542 €	8 542 €	0 €
ESPACE PLAGNARD	3 388 €	3 388 €	0 €
BATIMENT EAUX VIVES	22 947 €	22 947 €	0 €
TOTAL	221 780 €	148 447 €	73 333 €
3 COMMUNES			
PISTE DE BOB + PISTE DE POUSSEE	25 424 €	25 424 €	0 €
CASCADE DE GLACE	0 €	0 €	0 €
OUTDOOR	0 €	0 €	0 €
PHOENIX	4 350 €	4 350 €	0 €
TOTAL	29 774 €	29 774 €	0 €

Les charges 2025 sont refacturées aux communes en 2026.

L'évolution entre 2024 et 2025 fait apparaître une baisse de **47 K€**, liée notamment à la diminution des charges sur les postes outdoor, stade de slalom et gendarmerie.

Orientations budgétaires 2026

9

Janvier 2026



9

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

LES CRITERES DE REPARTITION DES RECETTES SAP

Les recettes perçues par le SIGP auprès de la SAP sont reversées aux communes membres selon des critères historiques, définis par délibérations (7 avril 2015, 9 février 2016).

- **Taxe sur les remontées mécaniques** : 1,5 % du chiffre d'affaires SAP, intégralement reversée aux communes.
- **Redevance** : 5,5 % du chiffre d'affaires SAP, dont 1,5 % conservé par le SIGP et 4 % reversé aux communes.

Un critère subsidiaire, adopté par délibération du 4 février 2020, s'applique selon le niveau de chiffre d'affaires SAP :

- **jusqu'à 71 M€** : maintien de la répartition historique
 - Aime La Plagne : 15,4 %
 - Champagny-en-Vanoise : 12,4 %
 - La Plagne Tarentaise : 72,2 %
- **au-delà de 71 M€** : répartition au prorata de la taxe de séjour encaissée par commune en N-1.

Orientations budgétaires 2026

10

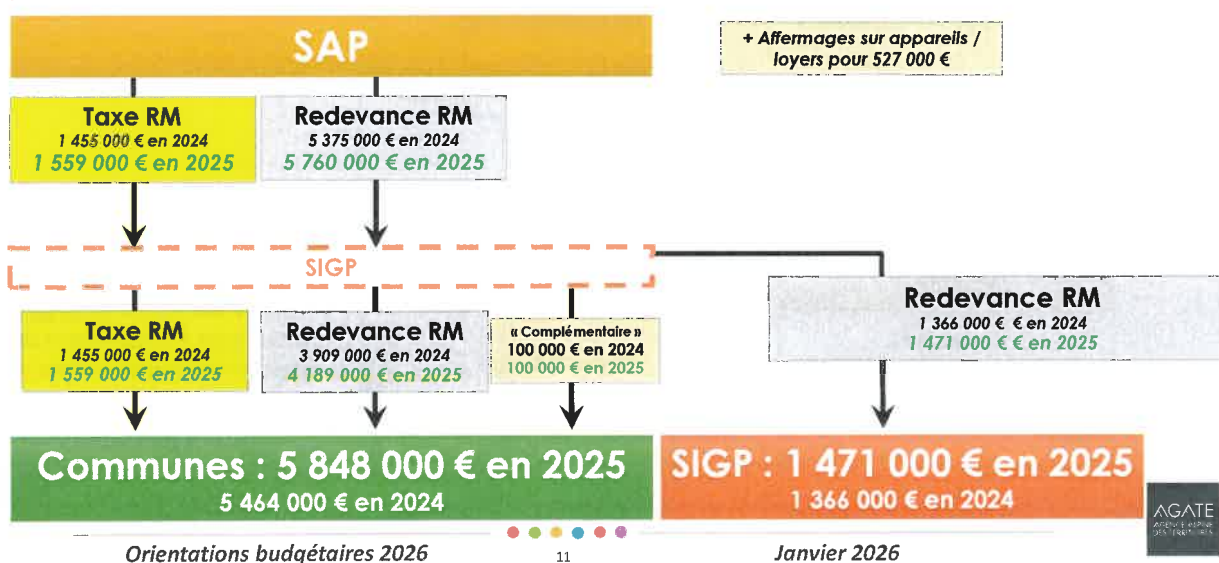
Janvier 2026



10

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

LES FLUX FINANCIERS À PARTIR DES VERSEMENTS SAP AU TITRE DE 2025



11

RÉGIES COMMUNALES DE TAXE DE SÉJOUR

RECETTES PERÇUES DIRECTEMENT

Le SIGP assure la prestation de collecte de la taxe de séjour sur l'ensemble des 3 communes (périmètre station et hors station) :

TOTAL collecté (hors part CD73)

2022 : 2 515 209 €
2023 : 2 799 907 €
2024 : 3 122 085 €
2025 : 3 454 000 €

⇒ Exercice en nette augmentation de 10,6% en 2025

ANNEE 2025	AIME LA PLAGNE	LA PLAGNE TARENTAISE	CHAMPAGNY EN VANOISE	TOTAL
HIVER (part communale)	472 926,21 €	2 334 564,05 €	223 738,34 €	3 031 228,60 €
ÉTÉ (part communale)	53 523,59 €	221 359,32 €	54 018,20 €	328 901,11 €
Taxe départementale Hiver	47 292,62 €	233 456,41 €	22 373,83 €	303 122,86 €
Taxe départementale été	5 352,36 €	22 135,93 €	5 401,82 €	32 890,11 €
Versements années antérieures (part communale)	26 299,77 €	54 895,59 €	12 675,43 €	93 870,79 €
Taxe départementale années antérieures	2 629,98 €	5 489,56 €	1 267,54 €	9 387,08 €
TOTAL part communale	552 748,57 €	2 610 818,96 €	290 431,57 €	3 454 000,50 €
TOTAL part départementale	55 274,96 €	261 061,90 €	29 043,20 €	345 400,05 €
TOTAL part communale + part départementale	608 024,53 €	2 871 900,86 €	319 475,17 €	3 799 400,55 €

EVOLUTION PAR RAPPORT A 2024 (part communale + départementale)	AIME LA PLAGNE	LA PLAGNE TARENTAISE	CHAMPAGNY EN VANOISE	TOTAL
HIVER	+ 12,19 %	+ 9,42 %	+ 16,90 %	+ 10,36 %
ÉTÉ	- 4,85 %	+ 9,08 %	+ 37,08 %	+ 10,15 %
Versements années antérieures	+ 9,96 %	+ 43,76 %	- 14,34 %	+ 22,07 %
TOTAL	+ 10,17 %	+ 9,94 %	+ 18,26 %	+ 10,61 %

Orientations budgétaires 2026

12

Janvier 2026

AGATE
AGENCE AUDIT
DES TERRITOIRES

12

1

RETOUR SUR LES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU BUDGET PRINCIPAL 2022-2025 (RÉALISATIONS PROVISOIRES POUR 2025)

AGATE

13

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE FONCTIONNEMENT

Principales recettes courantes

- DGF SIGP (perception en août)
- Revenus des immeubles (propriétés SIGP)
- Redevances SAP
 - Redevance contractuelle sur chiffre d'affaires (27,3%)
 - Redevance d'affermage sur emprunts RM + loyers sur RM
- Remboursement des communes
 - services mutualisés à « service fait »
- Divers produits courants

Principales charges courantes

- Achats / Entretien/ Honoraires...
- Subventions versées (65)
 - OTGP (96,5% des subventions versées)
 - Bob luge (2,5% des subventions versées)
 - Clubs des sports et bourses athlètes (1% des subventions versées)
 - Plan routier Tarentaise : 391 K€ versés en 2025 par le SIGP (la SAP verse de son côté 399 K€ supplémentaires)
- Personnel (012)
- Autres consommations

Ressources propres

Ressources reversées

- Impôts
 - Taxe sur les remontées mécaniques
- Redevances SAP
 - Redevance contractuelle sur C.A. (72,7%)

- Reversements de fiscalité aux communes
 - Taxe sur les remontées mécaniques (100%)
 - Part de la redevance contractuelle SAP sur C.A. (72,7%)
 - 100 000 € complémentaires

Orientations budgétaires 2026

14

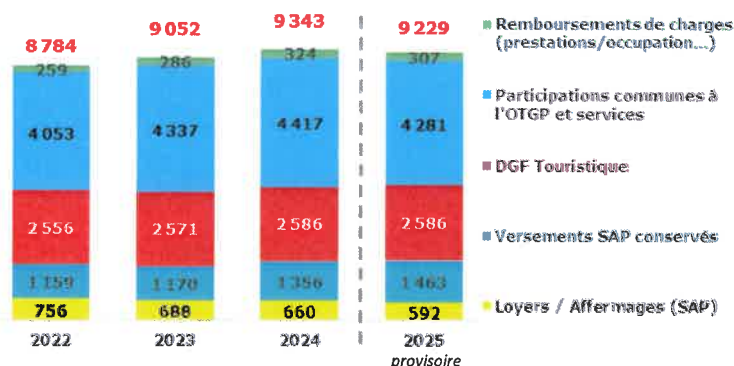
Janvier 2026

AGATE

14

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

RECETTES PROPRES DU SIGP (NETTES DE REVERSEMENTS AUX COMMUNES) EN K€



A RETENIR

Evolution 2024-2025 : -1,6 %

Les recettes propres du SIGP enregistrent en 2025 une légère baisse de **114 K€**, pour un total de **9,23 M€**, dont près de la moitié est consacrée au financement de l'OTGP et des services aux communes.

La redevance SAP atteint un niveau record de **1,46 M€** (net de reversements aux communes).

Les participations communales s'établissent à **4,28 M€**, en baisse de 3 % par rapport à 2024, en lien avec la diminution des refacturations liées aux services mutualisés.

NB : la baisse des loyers SAP s'explique par le démantèlement d'installations anciennes, les nouveaux équipements entrant dans le périmètre de la concession.



Orientations budgétaires 2026

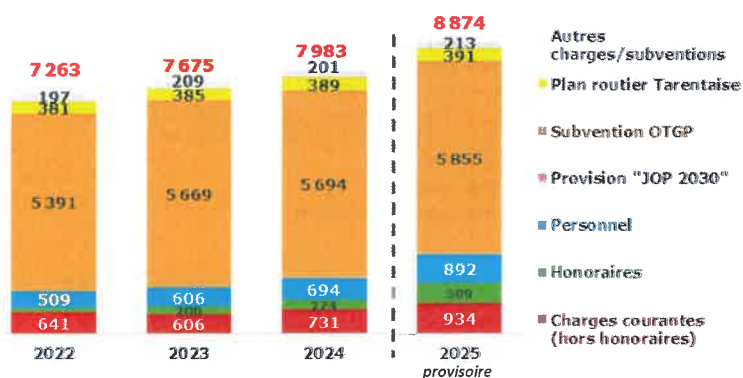
15

Janvier 2026

15

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

CHARGES PROPRES PORTÉES PAR LE SIGP EN K€



A RETENIR

Evolution 2024-2025 : +11,1%

Les charges propres augmentent de **891 K€** sur un an. La subvention à l'OTGP est revalorisée de 3 %.

Les charges d'entretien courant atteignent **952 K€**, intégrant notamment des dépenses d'événementiel liées aux JOP 2030 (**20 K€**), le logiciel de taxe de séjour (**35 K€**) et la hausse des charges locatives (+56 K€).

La masse salariale est estimée à **892 K€**, en lien avec des doublons temporaires de postes et des renforts mobilisés sur des projets structurants (DSP, JOP 2030).

Le niveau des honoraires résulte principalement d'accompagnements ponctuels, liés notamment au renouvellement de la DSP du domaine skiable et à la préparation des JOP 2030, jusqu'en 2024.



Orientations budgétaires 2026

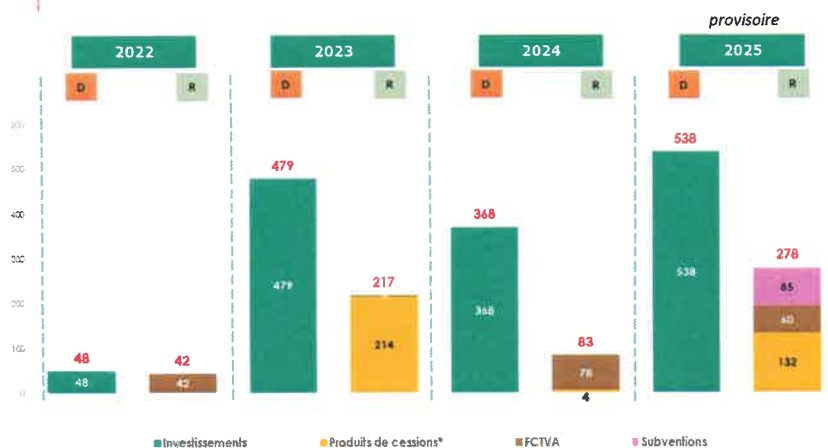
16

Janvier 2026

16

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENTS EN K€



En 2023 => Cession = TC Bellecôte
En 2025 => Ventes télécabines



A RETENIR

Les investissements réalisés en 2025 s'élèvent à **538 K€**, traduisant un niveau volontairement limité en anticipation des investissements structurants à venir, notamment dans la perspective des JOP 2030.

L'exercice enregistre **85 K€** de subventions pour la tour de glace et **132 K€** de produits de cessions liés à la vente de télécabines.

Aucun nouvel emprunt n'a été mobilisé sur la période **2021-2025**.

Orientations budgétaires 2026

17

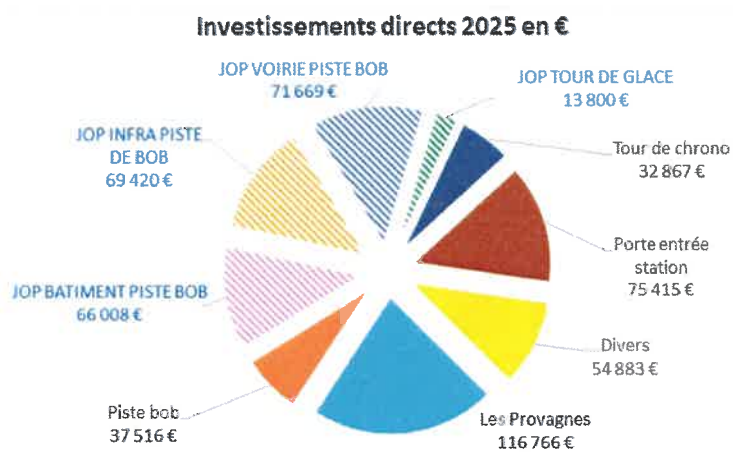
Janvier 2026



17

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR LES INVESTISSEMENTS 2025



A RETENIR

L'investissement direct du SIGP en 2025 s'élève à **538 K€**.

Les principales opérations concernent le bâtiment des Provagnes (bureaux, chauffage) et la piste de bobsleigh.

Les dépenses liées aux JOP 2030 représentent **220 K€**, soit **41 %** des investissements réalisés en 2025 (ces dépenses seront intégrées dans le programme global Solideo).

Les autres opérations portent sur des montants plus limités.

Orientations budgétaires 2026

18

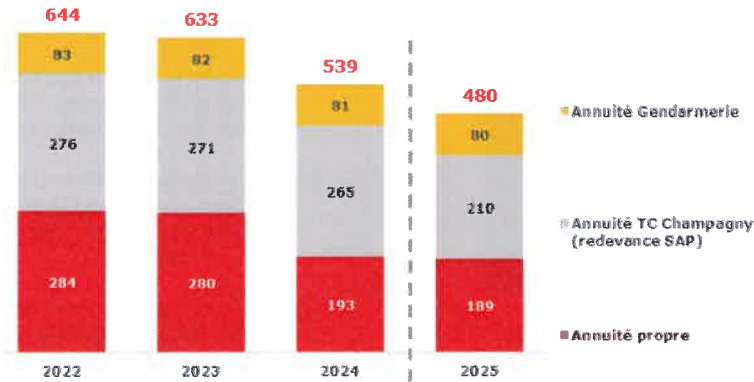
Janvier 2026



18

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

L'annuité de la dette connaît un décrochage en 2024, impactant l'annuité « propre » du SIGP non couverte par la SAP.

Cette évolution s'explique par l'extinction en 2024 de l'emprunt « stade de slalom », qui représentait une charge annuelle de 83 K€.

En 2025, la baisse de l'annuité liée à la télécabine de Champagne s'accompagne d'une diminution équivalente de la redévance SAP.

Orientations budgétaires 2026

19

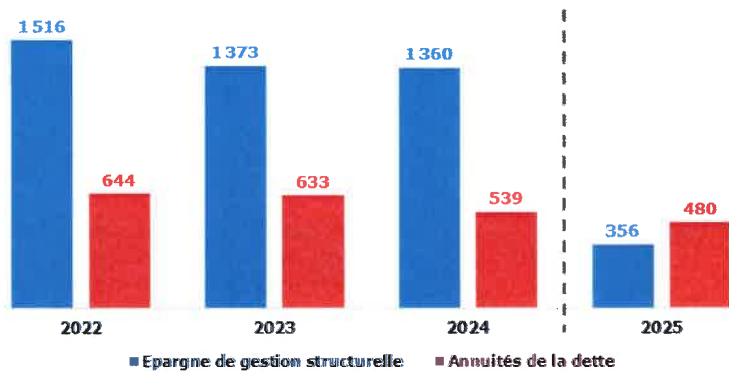
Janvier 2026



19

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ÉPARGNE DE GESTION ET ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

Le ratio annuité / épargne de gestion se dégrade en 2025, sous l'effet de la hausse des charges de fonctionnement, dont certaines présentent un caractère ponctuel (honoraires liés à la DSP, tuilages en ressources humaines).

L'équilibre budgétaire demeure toutefois préservé grâce à l'existence d'excédents reportés significatifs.

En %	2 022	2 023	2 024	2 025
Annuité / EG*	42%	46%	40%	142%

*Seuil d'alerte: >80%

Orientations budgétaires 2026

20

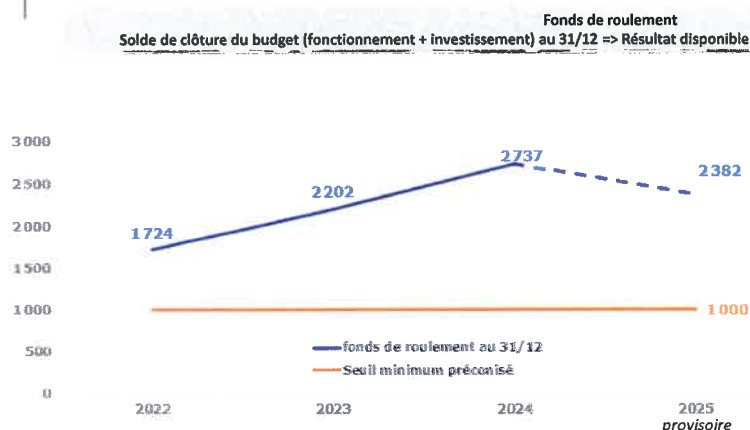
Janvier 2026



20

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONDS DE ROULEMENT EN K€



A RETENIR

Le fonds de roulement connaît une légère érosion en 2025, tout en demeurant à un niveau proche de **2,38 M€**.

Il constitue une photographie des réserves disponibles au 31 décembre, susceptibles de contribuer au financement d'une partie des investissements liés aux JOP 2030.

Orientations budgétaires 2026

21

Janvier 2026



21

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

RÉSULTATS PROVISOIRES DE CLÔTURE PRÉVISIONS 2025

Fonctionnement	2025	Investissement	2025
Recettes 2025	15 231 860 €	Recettes 2025	1 081 878 €
Excédent reporté 2024	2 647 119 €		
		Charges 2025	973 795 €
Charges 2025	15 143 174 €	Déficit reporté 2024	462 175 €
Résultat de l'exercice	2 735 805 €	Résultat de l'exercice	-354 092 €
Résultat de clôture (F + I) 2 381 713 €			

Un résultat de clôture demeurant largement positif, hors restes à réaliser reportés sur 2026 (± 300 K€).

Orientations budgétaires 2026

22

Janvier 2026



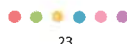
22

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

CONCLUSIONS 2022-2025

- > L'exercice 2025 se caractérise par une hausse marquée des charges courantes (+11,1 %), liée pour partie à des dépenses ponctuelles (procédure de DSP) et, pour partie, à la préparation des JOP 2030.
- > La période 2022–2025, marquée par un niveau d'investissement limité, a permis la constitution et le maintien de réserves en anticipation des JOP 2030.
- > Le résultat de clôture 2025 bien qu'en léger repli, devrait avoisiner 2,38 M€. *(attention : cet indicateur ne correspond jamais à la trésorerie disponible en raison des décalages d'encaissements et de décaissements).*

Orientations budgétaires 2026



23

Janvier 2026



23

2

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

BUDGET PRINCIPAL

AGATE

24

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRÉVISIONS SUR L'INVESTISSEMENT 2026

> 2026 : principaux points d'attention sur le prévisionnel investissement :

Dépenses d'investissement:

- Les travaux programmés en 2026 reposent sur un recensement technique établi par les services, susceptible d'arbitrages afin de contenir le niveau d'investissement, dans la perspective des investissements structurants à venir, notamment liés aux JOP 2030.

→ La capacité d'investissement 2026 est ciblée autour de 1,0 M€

Recettes d'investissement:

- Les recettes reposent principalement sur le FCTVA, calculé en fonction des travaux réalisés.
- Aucune subvention n'est intégrée à ce stade et aucun recours à l'emprunt n'est envisagé en 2026.

Orientations budgétaires 2026

25

Janvier 2026



25

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS 2026 (LISTE « TECHNIQUE » AVANT ARBITRAGES)

	Budget 2025 (BP + DM)	Réalisation 2025 au 01/01/26	CA 2025	restes à réaliser sur 2025	Nouveaux crédits 2026
DEPENSES					
Opérations d'investissement					
Piste bobsleigh	184 901 €	37 516 €	37 516 €	19 440 €	100 000 €
JOP - Bâtiments piste de bob	300 000 €	66 008 €	66 008 €	54 448 €	50 000 €
JOP - Infrastructures piste de bob	73 068 €	69 420 €	69 420 €		100 000 €
JOP - Voirie piste de bob	193 700 €	71 669 €	71 669 €		15 000 €
JOP - Tour de glace	30 000 €	0 €	13 800 €	7 860 €	
Les Provaynes - bâtiment	102 075 €	0 €	0 €		120 000 €
Les Provaynes - bureaux + informatique	135 000 €	35 710 €	35 710 €	4 560 €	50 000 €
Les Provaynes - chauffage	295 000 €	81 056 €	81 056 €	197 408 €	
Les Provaynes - VMC					15 000 €
VTTAE / E spot	50 000 €	1 007 €	1 007 €		10 000 €
Stade slalom JLC	25 000 €	3 441 €	3 441 €		25 000 €
Hélistation					15 000 €
Tour de Glace	23 330 €	6 759 €	6 759 €		40 000 €
Chalet COVA	25 000 €	0 €	0 €		20 000 €
Piste poussée	14 000 €				50 000 €
Porte entrée station	156 300 €	75 415 €	75 415 €		27 800 €
Espace Plagnard	4 000 €	0 €	0 €		15 000 €
Autre stade de slalom	12 000 €	3 611 €	3 611 €	0 €	0 €
Tour de Chrono	45 000 €	32 867 €	32 867 €	12 000 €	5 000 €
Phoenix	14 000 €	11 575 €	11 575 €		40 000 €
Panneaux lumineux					120 000 €
Investissement général	30 000 €		28 490 €		50 000 €
TOTAL	1 712 374 €	496 054 €	538 344 €	295 716 €	867 800 €



A RETENIR

Les premiers chiffrages pour 2026 intègrent **295 716 €** de reports 2025 et **867 800 €** de nouveaux crédits, soit un total prévisionnel de **1,16 M€** à ce stade.

Dans la mesure du possible il serait toutefois souhaitable de contenir les réalisations effectives autour de **1,0 M€** en exécution.

Orientations budgétaires 2026

26

Janvier 2026



26

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PRÉVISIONS SUR LE FONCTIONNEMENT 2026

- > Sur l'exercice 2026, les prévisions sont basées sur une situation à date au 7 janvier 2026.
- > La prospective 2026 repose sur une hypothèse de chiffre d'affaires du domaine skiable en légère progression par rapport à 2025 (+1 %), portée notamment par de bonnes perspectives en début de saison.



NB : dans un contexte d'incertitude sur la pérennité de la DGF touristique, le choix retenu consiste à maintenir cette recette en crédits de fonctionnement, compte tenu de son niveau comparable aux subventions versées par le SIGP à l'OTGP et au plan routes.

En cas d'évolution défavorable, les modalités de fonctionnement du SIGP devraient être réexaminées.

Orientations budgétaires 2026

27

Janvier 2026



27

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Charges courantes de fonctionnement :

- Les charges de fonctionnement intègrent un volume d'honoraires ramené à **200 K€** hors JOP 2030 (contre **589 K€** en 2025), en lien avec l'achèvement de la procédure de DSP.
- Une provision pour contentieux de **50 K€** est constituée.
- Une enveloppe de **186 K€** est dédiée à la mission JOP – La Plagne 2030.
- La subvention à l'OTGP s'établit à **6 116 542 €** en 2026, en hausse de **4,5 %** par rapport à 2025.
- Une charge exceptionnelle de **45 K€** correspond au reversement à la SAP d'un trop-perçu de redevance lié à la télécabine Roche de Mio.

Orientations budgétaires 2026

28

Janvier 2026



28

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Masse salariale

La masse salariale est estimée à **1,10 M€** en 2026, intégrant des renforts temporaires liés aux projets structurants, notamment les **JOP 2030**, ainsi que des ajustements au sein des services généraux.

Les évolutions d'effectifs portent principalement sur :

- la montée en charge progressive des moyens dédiés aux JOP 2030,
- le renforcement du contrôle des DSP et de la gestion de la taxe de séjour,
- des ajustements de périmètre liés à des départs et à des transferts de missions.

	2022	2023	2024	2025	2026	Evo.
Masse salariale	518 669 €	618 293 €	702 964 €	901 000 €	1 100 000 €	+22%
Sub. OTGP	5 390 762 €	5 669 479 €	5 694 286 €	5 855 222 €	6 116 542 €	+4,5%

Orientations budgétaires 2026

29

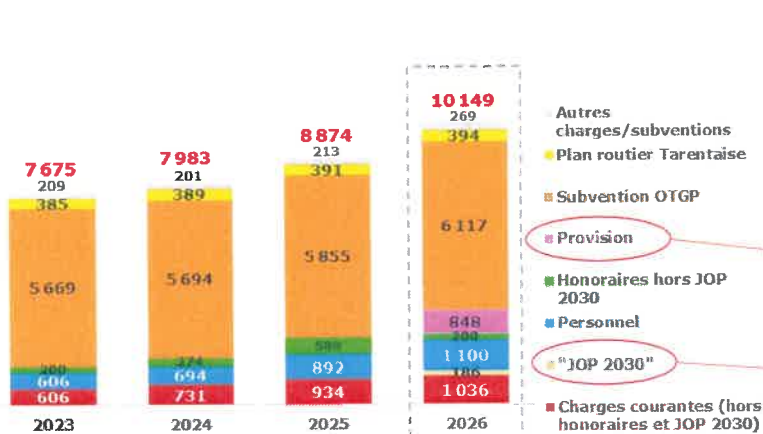
Janvier 2026



29

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PROJECTION DES CHARGES PROPRES DE FONCTIONNEMENT (HORS INTÉRÊTS DE DETTE) EN K€



A RETENIR

La compilation des hypothèses 2026 conduit à un niveau de charges propres estimé à **10,15 M€**.

Ce montant intègre **848 K€** de réserves constituées en anticipation des futurs investissements liés aux **JOP 2030**, sans mobilisation prévue en 2026.

Les charges incluent les dépenses de fonctionnement liées aux JOP (événementiel, prestations, honoraires) ainsi qu'une charge exceptionnelle de **45 K€** correspondant au remboursement à la SAP d'un trop-perçu de redevance sur la télécabine Roche de Mio en 2025.

Orientations budgétaires 2026

30

Janvier 2026



30

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

FONCTIONNEMENT – POINTS NOTABLES SUR LES PRÉVISIONS 2026

Recettes courantes de fonctionnement :

- Les recettes de taxes et de redevances sur les remontées mécaniques sont estimées sur la base d'une indexation de +1 % par rapport à 2025.

	2022	2023	2024	2025	2026
Taxe RM	1 186 000 €	1 253 000 €	1 455 000 €	1 559 000 €	1 575 000 €
Redevance RM	4 371 000 €	4 620 000 €	5 375 000 €	5 760 000 €	5 818 000 €

- Les participations des communes aux services sont estimées à **4 589 000 €** (vs 4 280 620 € en 2025) en lien avec la hausse de la subvention à l'OTGP et de la refacturation des charges 2025.
- La DGF touristique est maintenue à **2 586 329 €** conformément au projet de loi de finances 2026.
- Les loyers de la SAP (équipements et appareils) évoluent en fonction de l'extinction d'emprunts existants.

Orientations budgétaires 2026

31

Janvier 2026



31

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR LES RECETTES SAP EN €

En 2026, l'hypothèse retenue repose sur le maintien d'une activité favorable, proche de celle de 2025, avec une progression estimée à +1 % du chiffre d'affaires.

Fin de la DSP actuelle en juin 2027

	2022	2023	2024	2025	2026
Redevance RM (5,5% du CA)	4 371 328	4 619 983	5 374 865	5 760 218	5 817 820
Taxe RM (1,5% du CA)	1 185 934	1 253 066	1 470 002	1 559 095	1 574 686
VERSEMENTS SAP sur CA	5 557 262	5 873 049	6 844 867	7 319 314	7 392 507
Reversement aux communes	4 465 082	4 713 054	5 478 995	5 848 345	5 905 828
Taxe RM	1 185 934	1 253 066	1 470 002	1 559 095	1 574 686
Redevance RM (4% sur 5,5%) + 100 K€	3 279 148	3 459 988	4 008 993	4 289 250	4 331 142
Solde (gardé par le SIGP)	1 092 180	1 159 995	1 365 872	1 470 969	1 486 678
+					
Loyers et affermage versés par la SAP	679 775	617 207	579 689	527 277	320 154



Les loyers versés par la SAP devraient diminuer de 202 K€ en 2026, en lien avec la disparition du loyer de la télécabine Roche de Mio consécutive à la mise en service du nouvel appareil.

Orientations budgétaires 2026

32

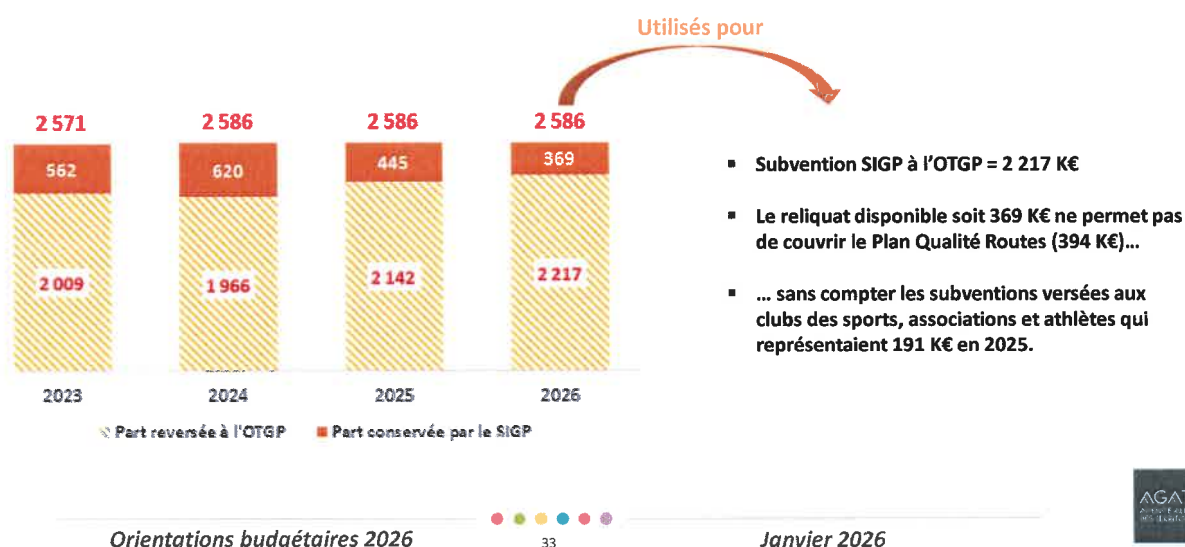
Janvier 2026



32

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

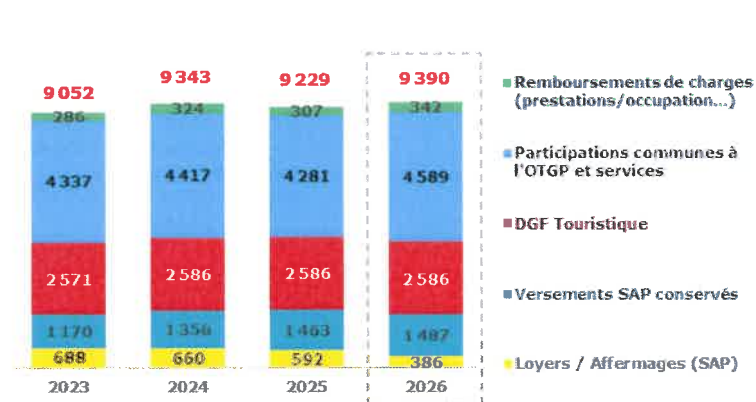
ZOOM SUR LA DGF TOURISTIQUE EN K€



33

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

PROJECTION DES RECETTES PROPRES DE FONCTIONNEMENT (NETTES DES REVERSEMENTS AUX COMMUNES) EN K€



A RETENIR

La compilation des hypothèses 2026 conduit à un niveau de recettes propres estimé à 9,39 M€.

Les participations des communes aux services et infrastructures sont provisoirement estimées en hausse de 7 %, cette hypothèse devant être confirmée ou ajustée.

La baisse des loyers versés par la SAP, liée à la disparition du loyer de la télécabine Roche de Mio (-202 K€), impacte significativement les recettes.



NB : dans le contexte incertain de pérennité de la DGF TOURISTIQUE le parti pris est de maintenir cette recette à l'identique dans notre étude.

Orientation budgétaires 2026

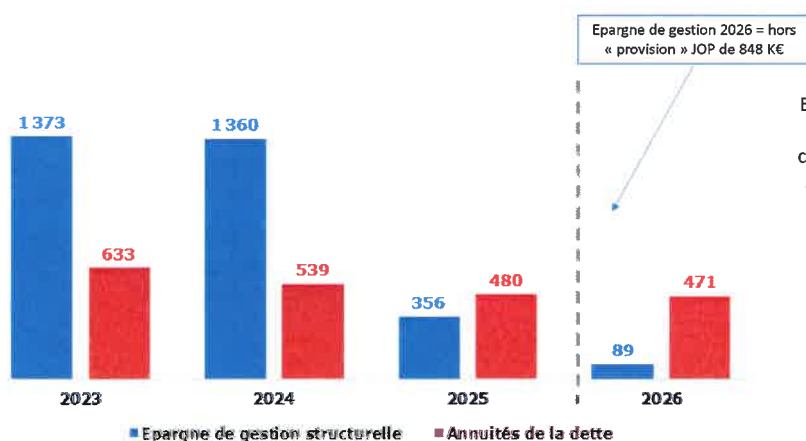
34

Janvier 2026

34

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

EPARGNE DE GESTION ET ANNUITÉ DE LA DETTE EN K€



A RETENIR

En 2026, le ratio annuité / épargne demeure défavorable, en lien avec la hausse des charges de fonctionnement liées à la mission JOP 2030 et à l'intégration d'une provision pour contentieux de 50 K€.

L'équilibre budgétaire reste toutefois préservé grâce à l'existence d'excédents reportés significatifs.

Orientations budgétaires 2026

35

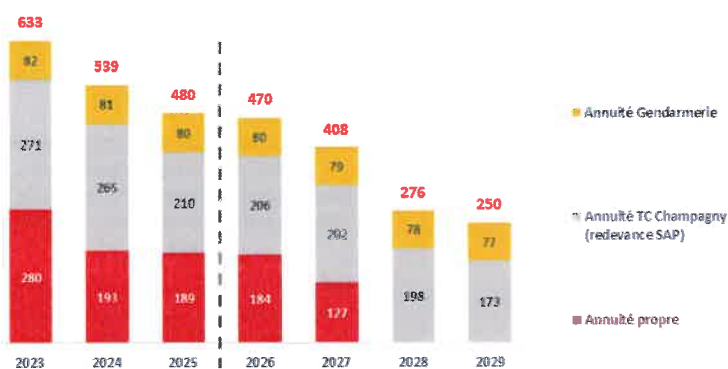
Janvier 2026



35

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ANNUITÉ DE LA DETTE LONG TERME ACQUISE AU 1^{ER} JANVIER 2026 - EN K€



A RETENIR

Après la baisse enregistrée en 2024, liée à l'extinction de l'emprunt du stade de slalom, l'annuité de la dette poursuivra sa diminution en 2027-2028, avec l'extinction des emprunts relatifs au bâtiment des Provagnes et à la piste de bobsleigh.

En 2025, la baisse de l'emprunt de la télécabine de Champagne s'accompagne d'une diminution équivalente du loyer SAP.

La dette en capital s'établit à 1 937 595 € au 01/01/2026 et 1 502 813 € au 01/01/2027, pour un besoin annuel de financement de **-434 782 €**.

Orientations budgétaires 2026

36

Janvier 2026



36

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

SYNTHÈSE 2026

- Les projections 2026 intègrent, comme en 2025, des dépenses ponctuelles, liées notamment au démarrage des charges associées aux **JOP 2030** et à la constitution d'une **provision pour contentieux de 50 K€**, avec un décalage d'un exercice pour leur refacturation aux communes.
- La trajectoire financière 2026 permet de préserver environ **848 K€ de réserves** destinées au reste à charge des travaux de la piste **Bobsleigh-Luge-Skeleton**, financés par la **SOLIDEO**.
- L'enjeu demeure de maximiser le niveau de réserves en amont de la période **2027–2031**, marquée par les appels de fonds de la SOLIDEO pour la rénovation de la piste BLS.

Orientations budgétaires 2026

37

Janvier 2026



37

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

ZOOM SUR L'IMPACT DES JOP 2030

Dépenses de fonctionnement

Montée en charge des dépenses liées à la préparation des **JOP 2030** (études, prestations, déplacements, accueil des délégations), pour une enveloppe estimée à **186 K€**, ainsi qu'un impact sur la masse salariale évalué à **150 K€** en lien avec les recrutements envisagés.

Investissements

Les échanges se poursuivent avec la **SOLIDEO** pour préciser le chiffrage des travaux et le reste à charge du SIGP, estimé entre **20 % et 30 %**. Le phasage des appels de fonds s'étalerait sur la période **2027–2031**.

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	TOTAL
* Estimation haute							
** Prise en charge 30% SIGP (objectif de 20%)							
Dépenses SOLIDEO*	4 500 000 €	15 000 000 €	14 000 000 €	9 000 000 €	500 000 €		43 000 000 €
Participation SIGP**		1 350 000 €	4 500 000 €	4 200 000 €	2 700 000 €	150 000 €	12 900 000 €



Le recours à un emprunt pourrait s'avérer nécessaire en **2028–2029** pour finaliser le financement des travaux. L'annuité correspondante serait en tout ou partie couverte par le futur contrat de DSP, qui prévoit une contribution annuelle du délégataire de **425 K€** dédiée à cette opération.

Orientations budgétaires 2026

38

Janvier 2026



38

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN €

	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
011	Charges à caractère général	2 229 967	1 523 003	2 269 451
012	Masse salariale	907 150	900 000	1 100 000
65	Autres Charges	6 664 612	6 460 961	6 734 542
66	Frais financiers	45 557	45 557	35 567
67	Charges exceptionnelles	5 000	0	50 000
014	Reversements taxe et redevance RM (communes)	5 540 000	5 847 926	5 905 828
TOTAL DES CHARGES REELLES		15 392 286	14 777 447	16 095 388
Virement à l'investissement		1 802 678		1 326 992
Ecritures d'ordre		257 429	389 611	260 000
TOTAL DEPENSES		17 452 393	15 167 058	17 682 380

*Dont 848 K€ de « réserves » pour les travaux JOP 2030
Dont 50 K€ de provision « contentieux »
Dont 186 K€ d'événementiel JOP 2030*

*Dont 6 116,5 K€ de subvention OTGP
Dont 394 K€ de Plan Qualité Routes
Dont 202,5 K€ de subventions versées (assoc.+ club bob / club des sports / ski clubs...)*

+Dont 45 K€ remboursement SAP Roche de Mio

+1% par rapport à 2025

Amortissement des biens

Orientations budgétaires 2026 39 Janvier 2026



39

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN €

	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
70	Produits des services	204 174	298 641	342 000
73	Taxe RM	1 480 000	1 559 000	1 574 686
74	Dotations et subventions	7 069 238	6 875 387	7 175 329
75	Autres recettes	6 047 410	6 344 336	6 204 201
77	Produits exceptionnel	1 000	141 662	1 000
013	Atténuations de charges	0	7 734	0
TOTAL DES RECETTES REELLES		14 801 822	15 226 759	15 297 216
Ecritures d'ordre		3 451	3 451	3 451
Excédents reportés		2 647 119	2 647 119	2 381 713
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		17 452 393	17 877 330	17 682 380

Refacturations personnel et charges aux communes / OTGP / SAP

*Dont 2 586 K€ de DGF touristique
Dont 4 589 K€ de participations des communes*

Redevances et loyers SAP (avec -202 K€ pour Roche de Mio)

Orientations budgétaires 2026 40 Janvier 2026



40

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN €

		BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
16	Emprunts et dettes	431 955	432 000	435 000	Capital de dette existante
21	Immobilisations	1 712 374	535 769	1 163 541	295 K€ de reports 2025 868 K€ de nouveaux crédits selon tableau PPI détaillé
TOTAL DEPENSES REELLES		2 144 329	967 769	1 598 541	
Ordre entre sections		3 451	3 451	3 451	
Déficit Reporté		462 175	462 175	351 517	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2 609 955	1 433 395	1 953 509	

Orientations budgétaires 2026

41

Janvier 2026



41

SIGP – BUDGET PRINCIPAL

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES D'INVESTISSEMENT EN €

		BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
10	Apports et dotations	549 848	606 850	366 517	Dont 15 K€ de FCTVA Dont 351,5 K€ d'affectation de résultat 2025
13	Subventions reçues	0	85 350	0	
21	Immobilisations	0	66	0	
TOTAL RECETTES REELLES		549 848	692 267	366 517	
Virement du fonctionnement		1 802 678	0	1 326 992	
Ordre entre sections		257 429	389 611	260 000	Amortissement des biens
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		2 609 955	1 081 878	1 953 509	

Orientations budgétaires 2026

42

Janvier 2026



42

3

ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026
BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT



AGATE

43

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

RÉSULTATS PROVISOIRES DE CLÔTURE PRÉVISIONS 2025



Fonctionnement	2025
Recettes 2025	1 100 776 €
Excédent reporté 2024	535 593 €

Investissement	2025
Recettes 2025	1 035 190 €
Excédent reporté 2024	1 055 938 €

Charges 2025 1 419 428 €

Charges 2025 801 443 €

Résultat de l'exercice 219 940 €

Résultat de l'exercice 1 289 685 €

Résultat de clôture (F + I) 1 506 525 €

Un résultat de clôture toujours largement positif

NB : hors restes à réaliser reportés sur 2026 (+/- 32 000 €).

Orientations budgétaires 2026



44

Janvier 2026



44

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

INVESTISSEMENTS PROGRAMMÉS 2026 (LISTE « TECHNIQUE » AVANT ARBITRAGES)



En €

	Budget 2025 (BP + DM)	Réalisation 2025 au 04/11	CA 2025	restes à réaliser sur 2025	Nouveaux crédits 2026
DEPENSES					
Opérations d'investissement					
AMO Technique					15 000
Dossier d'autorisation environnementale captage de la mine					36 450
ACIER 1800 - ACIER 1800	150 000	0	0		125 000
ACIER PC	193 946	43 946	43 946		14 000
COLLECTEUR EU - COLLECTEUR EU	66 840	22 420	14 323	8 097	
COMPOSTAGE BOUE	228 252	49 252	49 252		29 050
CUVELAGE PV	90 000	0	0		
DOUBLE CUNETTE - DOUBLE CUNETTES EU ALTITUDE	177 615	37 615	37 615		30 000
ECP - EAUX CLAIRES PARASITES OUTIL DE MESURE	22 485	7 485	7 485		
RESEAUX - RENFORCEMENT RESEAUX	153 350	42 854	18 464	24 390	77 219
RETENUE BLANCHET - INSTRUMENTATION DEBIT DE FUITE					50 100
PROTECTION ROCHER FENDU	100 000	0	0		60 000
UDEP EU - USINE DE POLLUTION - STEP	100 000	7 874	7 874		
USINE REMINERAL - USINE REMINERALISATION AEP BELLE PLAGNE	100 000	0	0		
ZAC DES MOUTONS - ZAC DES MOUTONS					176 700
ARCOTERE RESERVOIR BOURTES PV					25 000
CANALISATIONS STATION POMPAGE MINE					52 000
PROVISION POUR TRAVAUX FUTURS					939 764
TOTAL	1 382 488 €	211 447 €	178 960 €	32 487 €	1 630 283 €



A RETENIR

Les premiers chiffres 2026 comprennent :

- 690 000 € de nouveaux crédits identifiés sur des opérations
- 32 000 € de reports 2025
- 940 000 € de « réserves » pour de futures dépenses d'investissement

Orientations budgétaires 2026

45

Janvier 2026



45

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

RAPPEL DES DONNÉES DE FACTURATION



Eau potable:

Assiettes de facturation = 596 abonnés pour 403 000 m3 facturés (en 2024)

Tarifs 2025 - Part syndicale SIGP :

€ Abonnement = 10 € (+ contributions au m2)
Part variable = 0,1617 € / m3

Assainissement :

Assiettes de facturation = 569 abonnés pour 761 000 m3 facturés (en 2024)

Tarifs 2025 - Part syndicale SIGP :

€ Abonnement = 18,50 €
Part variable = 0,3357 € / m3

Orientations budgétaires 2026

46

Janvier 2026



46

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - CHARGES DE FONCTIONNEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
011 Charges à caractère général	79 084	228 182	113 598	36 216
dont Honoraires	44 429	200 000	104 697	25 796
012 Masse salariale	60 016	86 553	86 553	80 000
66 Frais financiers	202 289	188 577	188 577	175 139
67 Charges exceptionnelles		20 000	0	1 000
014 Reversements Redevances performances				15 000
TOTAL DES CHARGES REELLES	341 389	523 312	388 728	307 355
023 Virement à l'investissement		4 996		0
042 DAP	993 016	1 030 700	1 030 700	1 050 000
022 Dépenses Imprévues		40 000		
TOTAL DEPENSES	1 334 405	1 599 008	1 419 428	1 357 355

Accompagnement ADRIAL

Ingénieur+ refacturations budget principal

Amortissement des biens

Orientations budgétaires 2026

47

Janvier 2026



47

SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN €



	2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026
70 Produits des services	850 092	540 000	552 523	600 000
dont Ventes Eau	419 334	250 000	250 000	260 000
dont Frais de contrôle eau	33 884	30 000	32 069	35 000
dont Ventes Assainissement	352 900	230 000	230 000	255 000
dont Frais de contrôle assit	39 950	30 000	40 453	35 000
dont autres recettes	4 025			15 000
74 Dotations et subventions	222 970	150 000	167 352	167 000
75 Autres recettes	25 364	25 000	25 000	25 000
77 Produits exceptionnel		0	7 485	0
TOTAL DES RECETTES REELLES	1 098 426	715 000	752 361	792 000
042 Ecritures d'ordre	348 415	348 415	348 415	348 415
002 Excédents reportés	423 156	535 593	535 593	216 940
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 869 998	1 599 008	1 636 368	1 357 355

Tarifs inchangés en 2026

Convention de déversement des communes
Prime pour épuration

Redevance occupation on tower

Orientations budgétaires 2026

48

Janvier 2026



48



SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN €

		2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
16	Capital de dette	260 880	269 578	269 578	278 500	Capital de dette existante
20	Etudes				51 450	AMO
21	Immobilisations	366 837	1 382 488	178 960	1 611 320	Détail selon PPI
13	Subventions			4 490		
TOTAL DEPENSES REELLES		627 717	1 652 067	453 028	1 941 270	
040	Ordre entre sections	348 415	348 415	348 415	348 415	
020	Dépenses imprévues		91 152		50 000	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		976 133	2 091 634	801 443	2 339 685	

Orientations budgétaires 2026

49

Janvier 2026



49



SIGP – BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT

MAQUETTE DOB PAR CHAPITRES - RECETTES D'INVESTISSEMENT EN €

		2024	BP 2025	CA 2025	DOB 2026	
13	Subventions reçues			4 490	0	
TOTAL RECETTES REELLES		0	0	4 490	0	
021	Virement du fonctionnement		4 996		0	
040	Ordre entre sections	993 016	1 030 700	1 030 700	1 050 000	→ Amortissement des biens
001	Excédents d'investissement reportés	1 039 055	1 055 938	1 055 938	1 289 685	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		2 032 071	2 091 634	2 091 128	2 339 685	

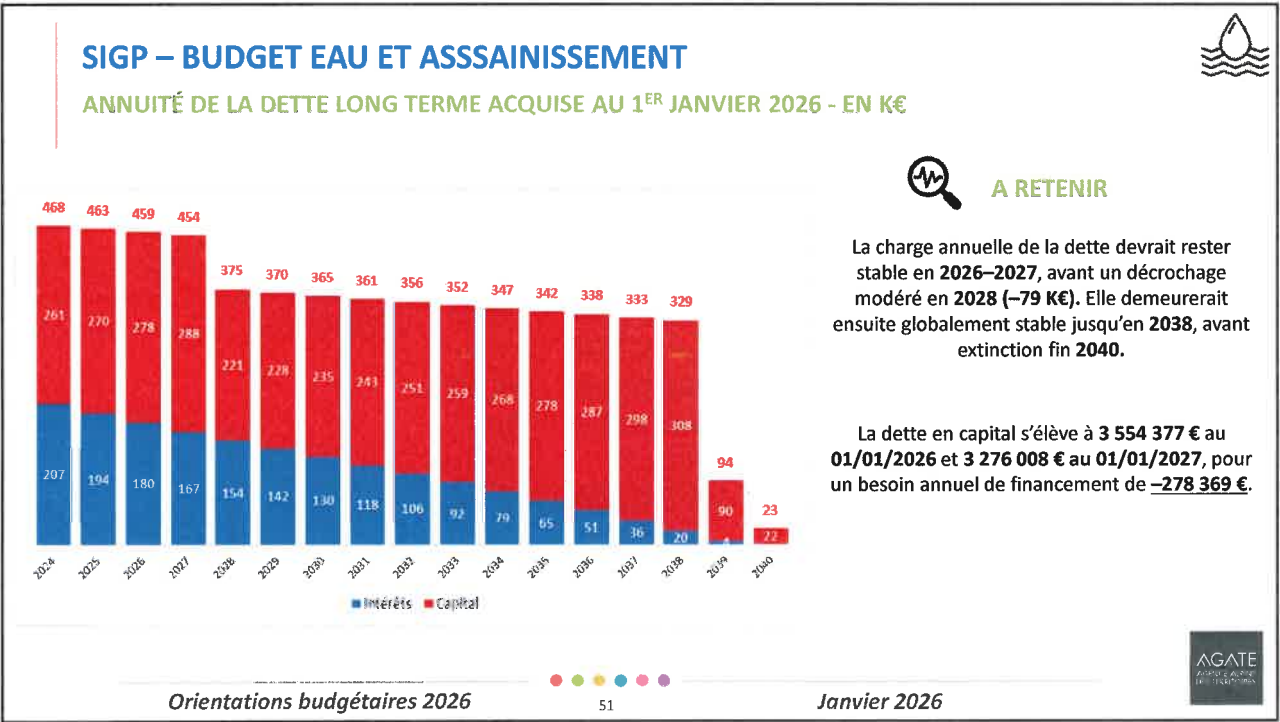
Orientations budgétaires 2026

50


Janvier 2026



50



51




Agate, Agence Alpine des Territoires

Bâtiment Évolution • 25 Rue Jean Pellerin • 73000 Chambéry

04 79 68 53 00 • contact@agate-territoires.fr

www.agate-territoires.fr



52



SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA GRANDE PLAGNE

LISTE DES DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU COMITE SYNDICAL DU 20/01/2026

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

Nombre de délégués titulaires du SIGP : 13	Date de convocation :	14/01/2026
Nombre de délégués suppléants du SIGP : 5	Date de publication :	14/01/2026
Quorum applicable : 7		

Le 20 janvier 2026 à 18 h 00, le Comité syndical s'est réuni en session ordinaire à La Plagne Tarentaise, sous la présidence de M. Jean-Luc BOCH.

Présents (11) :

AIME-LA-PLAGNE :

M. Michel GENETTAZ, titulaire.
Mme Corine MAIRONI-GONTHIER, titulaire.
M. Xavier URBAIN, suppléant (de Pascal VALENTIN).

CHAMPAGNY :

M. Denis TATOUD, titulaire.
M. Vincent RUFFIER des AIMES, suppléant (de René RUFFIER-LANCHE).

LA PLAGNE TARENTEISE :

Mme Fabienne ASTIER, titulaire.
M. Jean-Luc BOCH, titulaire.
M. Pierre OUGIER, titulaire.
M. Romain ROCHET, titulaire.
M. Daniel-Jean VENIAT, titulaire.
M. Christian VIBERT, titulaire.

Egalement présente (1) :

LA PLAGNE TARENTEISE : Mme Nathalie BENOIT, suppléante.

Excusés (6) : Mme Marie MARTINOD, suppléante d'Aime-la-Plagne.

MM. Laurent DESBRINI, titulaire d'Aime-la-Plagne, Pascal VALENTIN, titulaire d'Aime-la-Plagne (suppléé par Xavier URBAIN suppléant d'Aime-la-Plagne), Xavier BRONNER, titulaire de Champagny, René RUFFIER-LANCHE, titulaire (suppléé par Vincent RUFFIER des AIMES) et Benoît VALENTIN suppléant de La Plagne Tarentaise.

Secrétaire de séance : M. Christian VIBERT, titulaire de La Plagne Tarentaise.

⇒ **Préambule AGATE TERRITOIRES de 17h04 à 18h16.**

⇒ **Ouverture de la séance plénière à 18h16.**

⇒ **M. le Président constate que le quorum est atteint.**

ORDRE DU JOUR

Compétences optionnelles « Eau et Assainissement collectif » :
depuis le 01 janvier 2016, seuls les délégués des communes d'Aime-La-Plagne et de La Plagne Tarentaise ayant transféré les compétences « Eau et Assainissement collectif » au Syndicat pour les sites d'altitude participent aux votes concernant l'eau et l'assainissement.

Relevé de décision : néant.

Délibération n° 20260120-001 : convention d'occupation du domaine public entre le SIGP et le SIVOM de Landry-Peisey pour la gare G1 des téléphériques du Vanoise express. Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-002 : convention constitutive « mission JOP – La Plagne 2030 ». Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-003 : répartition entre les communes membres des dépenses entourant la « mission JOP – La Plagne 2030 ». Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-004 : mise à jour 2026 du tableau des effectifs non permanents du SIGP. Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-005 : présentation du rapport d'orientation budgétaire 2026 du budget principal du SIGP. Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-006 : ouverture de crédits pour le versement aux jeunes athlètes du premier acompte de soutien en janvier 2026, dans l'attente du vote du budget principal 2026 du SIGP. Décision : approuvée à l'unanimité.

Délibération n° 20260120-007 : présentation du rapport d'orientation budgétaire 2026 du budget annexe Eau et Assainissement du SIGP. Décision : approuvée à l'unanimité (Hors la présence de M. Romain ROCHET).

⇒ **Fin de séance à 18h52.**

Fait à La-Plagne-Tarentaise, le 20 janvier 2026.

Le Secrétaire de séance,
Christian VIBERT

Le Président,
Jean-Luc BOCH



SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE LA GRANDE PLAGNE
1355 Route d'Aime et Les Provagnes
73210 LA PLAGNE TARENTAISE

28 JAN. 2026

Publié sur le site internet de la Commune de La Plagne Tarentaise, le

- ⇒ Les actes administratifs exécutoires correspondants sont publics, et sont consultables sur demandes au siège du SIGP aux dates et heures d'ouverture, et sur le site internet de la Commune de La Plagne Tarentaise (<https://www.laplagne-tarentaise.fr>).
- ⇒ Les actes peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du SIGP dans les deux mois suivant sa notification. Ils peuvent également faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun - Boîte Postale 1135 - 38022 Grenoble Cedex - Téléphone : 04 76 42 90 00 - Télécopie : 04 76 51 89 44 - Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr (dans le même délai, ou le cas échéant, dans les deux mois suivant le rejet du recours gracieux).